



**REXEL**

un monde d'énergie

Rapport financier  
semestriel au 30 juin 2018



Société anonyme  
au capital social de 1 519 944 495 euros  
Siège social : 13, boulevard du Fort de Vaux – CS 60002  
75017 Paris - France  
479 973 513 R.C.S. Paris

## **Rapport financier semestriel au 30 juin 2018**

I. Rapport d'activité	2
II. Etats financiers consolidés intermédiaires résumés	24
III. Rapport des commissaires aux comptes	47
IV. Attestation du responsable du rapport financier semestriel	50

# I. Rapport d'activité

*(Données non auditées)*

## SOMMAIRE

<b>1.</b>	<b>  EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT DU GROUPE .....</b>	<b>4</b>
1.1	SITUATION FINANCIERE DU GROUPE.....	4
1.1.1	<i>Présentation générale du Groupe</i> .....	4
1.1.2	<i>Saisonnalité</i> .....	4
1.1.3	<i>Effets liés aux variations du prix du cuivre</i> .....	5
1.1.4	<i>Comparabilité des résultats opérationnels du Groupe et EBITA Ajusté</i> .....	5
1.2	COMPARAISON DES RESULTATS AU 30 JUIN 2018 ET AU 30 JUIN 2017 .....	8
1.2.1	<i>Résultats consolidés du Groupe Rexel</i> .....	8
1.2.2	<i>Europe (56% du chiffre d'affaires du Groupe)</i> .....	12
1.2.3	<i>Amérique du Nord (35% du chiffre d'affaires du Groupe)</i> .....	15
1.2.4	<i>Asie-Pacifique (9% du chiffre d'affaires du Groupe)</i> .....	17
1.2.5	<i>Autres activités</i> .....	19
1.3	PERSPECTIVES .....	19
1.4	FACTEURS DE RISQUES ET INCERTITUDES .....	19
<b>2.</b>	<b>  TRESORERIE ET CAPITAUX.....</b>	<b>20</b>
2.1	FLUX DE TRESORERIE.....	20
2.1.1	<i>Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles</i> .....	20
2.1.2	<i>Trésorerie nette provenant des activités d'investissement</i> .....	21
2.1.3	<i>Trésorerie nette provenant des activités de financement</i> .....	22
2.2	SOURCES DE FINANCEMENT .....	23

# 1. | EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT DU GROUPE

Rexel a été créée le 16 décembre 2004. Les actions de la société Rexel sont admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris depuis le 4 avril 2007. Le groupe comprend Rexel et ses filiales (« le Groupe » ou « Rexel »).

Le rapport d'activité est présenté en euros et toutes les valeurs sont arrondies au dixième de million le plus proche sauf indication contraire. Les totaux et sous-totaux présentés dans le rapport d'activité sont calculés en milliers d'euros et arrondis ensuite au dixième de million le plus proche. Par conséquent, les montants peuvent ne pas s'additionner, en raison des arrondis.

## 1.1 | Situation financière du Groupe

### 1.1.1 | Présentation générale du Groupe

Le Groupe est l'un des premiers réseaux mondiaux de distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles, en chiffre d'affaires et en nombre d'agences. Il organise son activité principalement autour des trois zones géographiques dans lesquelles il opère : l'Europe, l'Amérique du Nord et la zone Asie-Pacifique. Cette répartition par zone géographique a été déterminée sur la base de la structure du *reporting* financier du Groupe.

Au premier semestre 2018, le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 6 555,8 millions d'euros, dont 3 681,0 millions d'euros en Europe (soit 56% du chiffre d'affaires), 2 280,6 millions d'euros en Amérique du Nord (soit 35% du chiffre d'affaires) et 594,1 millions d'euros dans la zone Asie-Pacifique (soit 9% du chiffre d'affaires).

Les activités du Groupe en Europe (56% du chiffre d'affaires du Groupe) sont exercées en France (qui représente 37% du chiffre d'affaires du Groupe dans cette zone), au Royaume-Uni, en Allemagne, en Suède, en Suisse, en Belgique, en Autriche, aux Pays-Bas, en Norvège, en Espagne, en Finlande, en Italie, en Irlande, en Slovaquie, en Russie, au Portugal et au Luxembourg.

Les activités du Groupe en Amérique du Nord (35% du chiffre d'affaires du Groupe) sont exercées aux Etats-Unis et au Canada. Les Etats-Unis représentent 79% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe dans cette zone et le Canada 21%.

Les activités du Groupe dans la zone Asie-Pacifique (9% du chiffre d'affaires du Groupe) sont exercées en Australie, en Chine, en Nouvelle-Zélande, au Moyen-Orient et en Inde. L'Australie représente 43% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe dans cette zone et la Chine 40%.

Dans le présent rapport, le Groupe commente son chiffre d'affaires, sa marge brute, ses frais administratifs et commerciaux et son résultat opérationnel avant amortissement des actifs incorporels reconnus dans le cadre de l'affectation du prix des acquisitions et avant autres produits et autres charges (EBITA) séparément pour chacune de ces trois zones géographiques ainsi que pour le segment « Autres activités ».

### 1.1.2 | Saisonnalité

Malgré un faible degré de saisonnalité du chiffre d'affaires, les variations du besoin en fonds de roulement entraînent une saisonnalité des flux de trésorerie. En règle générale, l'EBITA et les flux de trésorerie générés par le Groupe sont plus élevés au quatrième trimestre par rapport aux trois premiers trimestres.

### **1.1.3/ Effets liés aux variations du prix du cuivre**

Du fait de son activité de vente de câbles, le Groupe est exposé indirectement aux variations du prix du cuivre. En effet, les câbles constituent environ 14% du chiffre d'affaires du Groupe et le cuivre représente environ 60% de leur composition. Cette exposition est indirecte dans la mesure où les prix des câbles sont également dépendants des politiques commerciales des fournisseurs et de l'environnement concurrentiel sur les marchés du Groupe. Les variations du prix du cuivre ont un effet estimé dit « récurrent » et un effet estimé dit « non récurrent » sur la performance du Groupe, appréciés dans le cadre des procédures de *reporting* interne mensuel du Groupe Rexel :

- l'effet récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet prix lié au changement de valeur de la part de cuivre incluse dans le prix de vente des câbles d'une période à une autre. Cet effet concerne essentiellement le chiffre d'affaires;
- l'effet non récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet de la variation du coût du cuivre sur le prix de vente des câbles entre le moment où ceux-ci sont achetés et celui où ils sont vendus, jusqu'à complète reconstitution des stocks (effet direct sur la marge brute). En pratique, l'effet non récurrent sur la marge brute est déterminé par comparaison entre le prix d'achat historique et le tarif fournisseur en vigueur à la date de la vente des câbles par le Groupe Rexel. De surcroît, l'effet non récurrent sur l'EBITA correspond à l'effet non récurrent sur la marge brute diminué, le cas échéant, de la part non récurrente de la variation des charges administratives et commerciales (essentiellement la part variable de la rémunération des forces de vente qui absorbe environ 10% de la variation de la marge brute).

Ces deux effets sont évalués, dans la mesure du possible, sur l'ensemble des ventes de câbles de la période, une majorité du chiffre d'affaires étant ainsi couverte. Les procédures internes du Groupe Rexel prévoient par ailleurs que les entités qui ne disposent pas des systèmes d'information leur permettant d'effectuer ces calculs sur une base exhaustive doivent estimer ces effets sur la base d'un échantillon représentant au moins 70% des ventes de la période, les résultats étant ensuite extrapolés à l'ensemble des ventes de câbles de la période. Compte tenu du chiffre d'affaires couvert, le Groupe Rexel considère que les effets ainsi mesurés constituent une estimation raisonnable.

### **1.1.4/ Comparabilité des résultats opérationnels du Groupe et EBITA Ajusté**

Le Groupe réalise des acquisitions et procède à des cessions, lesquelles peuvent modifier le périmètre de son activité d'une période à l'autre. Les taux de change peuvent connaître des fluctuations importantes. Le nombre de jours ouvrés au cours de chaque période a également une incidence sur le chiffre d'affaires consolidé du Groupe. Enfin, le Groupe est exposé aux variations du prix du cuivre. Pour ces raisons, les résultats opérationnels consolidés du Groupe tels que publiés sur plusieurs périodes pourraient ne pas permettre une comparaison pertinente. Par conséquent, dans l'analyse des résultats consolidés du Groupe faite ci-après, des informations financières retraitées des ajustements suivants sont également présentées.

#### **Retraitement de l'effet des acquisitions et des cessions**

Le Groupe retraite l'effet des acquisitions et cessions sur son périmètre de consolidation. Dans ses comptes consolidés, le Groupe inclut généralement les résultats d'une entité acquise dès la date de son acquisition et exclut les résultats d'une entité cédée dès la date de sa cession. Afin de neutraliser l'effet des acquisitions et des cessions sur l'analyse de ses opérations, le Groupe compare les résultats de l'exercice en cours aux résultats de la même période de l'année précédente, en prenant pour hypothèse que l'exercice précédent aurait porté sur le même périmètre de consolidation pour les mêmes périodes que l'exercice en cours.

## **Retraitement de l'effet de la fluctuation des taux de change**

Les fluctuations de taux de change contre l'euro ont un impact sur la valeur en euros du chiffre d'affaires, des charges et des autres postes du bilan et du compte de résultat. Le Groupe n'est en revanche que faiblement exposé au risque lié à l'utilisation de plusieurs devises puisque ses transactions transnationales sont limitées. Afin de neutraliser l'effet de la conversion en euros sur l'analyse de ses opérations, le Groupe compare les données publiées pour l'exercice en cours à celles de la même période de l'exercice précédent en utilisant pour ces données les mêmes taux de change que ceux de l'exercice en cours.

## **Retraitement de l'effet non récurrent lié aux variations du prix du cuivre**

Pour l'analyse de la performance financière en données comparables ajustées, l'estimation de l'effet non récurrent lié aux variations du prix du cuivre, tel qu'exposé au 1.1.3 ci-dessus, est éliminée dans les données présentées au titre de l'exercice en cours et dans celles présentées au titre de l'exercice précédent. Les données ainsi retraitées sont qualifiées d'« ajustées » dans le reste de ce document.

## **Retraitement de l'effet de la variation du nombre de jours ouvrés sur le chiffre d'affaires**

La comparaison du chiffre d'affaires consolidé du Groupe d'un exercice sur l'autre est affectée par le nombre de jours ouvrés qui varie selon les périodes. Dans l'analyse de son chiffre d'affaires consolidé, le Groupe indique généralement le chiffre d'affaires retraité de cet effet en comparant les chiffres publiés au titre de l'exercice en cours aux chiffres de la même période de l'exercice précédent ajustés proportionnellement au nombre de jours ouvrés de l'exercice en cours. Cette analyse sur la base du nombre de jours ouvrés n'est pas jugée pertinente pour les autres postes du compte de résultat consolidé du Groupe.

En conséquence, dans l'analyse des résultats consolidés du Groupe ci-après, les informations suivantes peuvent être indiquées à titre de comparaison:

- en données comparables, qui signifie retraitées de l'effet des acquisitions et cessions et de l'effet de la fluctuation des taux de change. Ces informations sont utilisées pour les comparaisons portant sur le chiffre d'affaires;
- en données comparables et à nombre de jours constant, qui signifie en données comparables (tel que mentionné ci-dessus) et retraitées de l'effet de la variation du nombre de jours ouvrés. Ces informations sont utilisées exclusivement pour les comparaisons portant sur le chiffre d'affaires; et
- en données comparables ajustées, qui signifie en données comparables (comme décrit plus haut) et retraitées de l'estimation de l'effet non récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre. Ces informations sont utilisées pour les comparaisons portant sur la marge brute, les frais administratifs et commerciaux et l'EBITA. Ces informations ne sont pas issues des systèmes comptables mais constituent une estimation des données comparables préparées selon les principes décrits ci-dessus.

## **Changement de méthodes comptables**

Le Groupe applique depuis le 1er janvier 2018 les normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients », de manière rétrospective au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Ces nouvelles normes remplacent IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et IAS 18 « Produits des activités ordinaires ». L'application de ces nouvelles normes n'a pas eu d'effet significatif sur les états financiers consolidés du Groupe, cependant l'information comparative a été retraitée en conséquence.

La performance du groupe est analysée notamment à travers l'EBITA et l'EBITA Ajusté, qui ne sont pas des agrégats comptables définis par les normes IFRS. Le tableau ci-dessous présente la réconciliation de l'EBITA Ajusté en données comparables avec le résultat opérationnel avant autres produits et autres charges.

<i>(en millions d'euros)</i>	Trimestre clos le 30		Semestre clos le 30	
	Juin		Juin	
	2018	2017	2018	2017
<b>Résultat opérationnel avant autres produits et autres charges</b>	<b>157,7</b>	<b>142,5</b>	<b>278,6</b>	<b>282,4</b>
Effets de périmètre	-	1,4	-	5,3
Effets de change	-	(4,9)	-	(10,9)
Effet non récurrent lié au cuivre	(0,5)	2,3	1,3	(6,8)
Amortissement des actifs incorporels reconnus lors de l'affectation du prix des acquisitions	3,9	4,8	8,3	9,7
<b>EBITA Ajusté en données comparables</b>	<b>161,0</b>	<b>146,1</b>	<b>288,2</b>	<b>279,7</b>



## 1.2 | Comparaison des résultats au 30 juin 2018 et au 30 juin 2017

### 1.2.1 | Résultats consolidés du Groupe Rexel

Le tableau ci-dessous présente le compte de résultat consolidé de Rexel pour 2018 et 2017, en millions d'euros et en pourcentage du chiffre d'affaires.

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES  (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 Juin			Semestre clos le 30 Juin		
	2018	2017	Variation en %	2018	2017	Variation en %
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>3 373,6</b>	<b>3 340,6</b>	<b>1,0%</b>	<b>6 555,8</b>	<b>6 663,0</b>	<b>(1,6)%</b>
Marge brute	830,2	813,3	2,1%	1 626,9	1 650,2	(1,4)%
Frais administratifs et commerciaux <sup>(1)</sup>	(668,7)	(666,0)	0,4%	(1 339,9)	(1 358,1)	(1,3)%
<b>EBITA</b>	<b>161,5</b>	<b>147,3</b>	<b>9,7%</b>	<b>287,0</b>	<b>292,1</b>	<b>(1,8)%</b>
Amortissement des actifs incorporels <sup>(2)</sup>	(3,9)	(4,8)	(19,1)%	(8,3)	(9,7)	(14,1)%
<b>Résultat opérationnel avant autres produits et charges</b>	<b>157,7</b>	<b>142,5</b>	<b>10,7%</b>	<b>278,6</b>	<b>282,4</b>	<b>(1,3)%</b>
Autres produits et charges	(53,3)	(40,1)	32,9%	(60,7)	(49,9)	21,7%
Résultat opérationnel	104,3	102,4	1,9%	217,9	232,5	(6,3)%
Frais financiers	(25,3)	(29,5)	(14,2)%	(50,2)	(63,1)	(20,4)%
Impôts sur le résultat	(38,9)	(39,3)	(1,0)%	(66,9)	(72,8)	(8,0)%
<b>Résultat net</b>	<b>40,2</b>	<b>33,6</b>	<b>19,5%</b>	<b>100,8</b>	<b>96,7</b>	<b>4,2%</b>
<b>en % du chiffre d'affaires</b>	<b>1,2%</b>	<b>1,0%</b>		<b>1,5%</b>	<b>1,5%</b>	
(1) Dont dépréciation et amortissements	(24,5)	(24,7)	(0,8)%	(48,5)	(49,5)	(2,1)%
(2) Amortissement des actifs incorporels reconnus lors de l'affectation du prix des acquisitions						

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES  (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 Juin			Semestre clos le 30 Juin		
	2018	2017	Variation en %	2018	2017	Variation en %
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>3 373,6</b>	<b>3 192,0</b>	<b>5,7%</b>	<b>6 555,8</b>	<b>6 288,7</b>	<b>4,2%</b>
<i>Variation à nombre de jours constant</i>			5,1%			4,5%
Marge brute	829,8	784,4	5,8%	1 628,2	1 561,9	4,2%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	24,6%	24,6%		24,8%	24,8%	
Frais administratifs et commerciaux	(668,7)	(638,4)	4,8%	(1 340,0)	(1 282,2)	4,5%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	(19,8)%	(20,0)%		(20,4)%	(20,4)%	
<b>EBITA</b>	<b>161,0</b>	<b>146,1</b>	<b>10,2%</b>	<b>288,2</b>	<b>279,7</b>	<b>3,1%</b>
<b>en % du chiffre d'affaires</b>	<b>4,8%</b>	<b>4,6%</b>		<b>4,4%</b>	<b>4,4%</b>	

### Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2018, le chiffre d'affaires consolidé de Rexel s'est élevé à 6 555,8 millions d'euros, contre 6 663,0 millions d'euros au premier semestre 2017.

En données publiées, le chiffre d'affaires a diminué de 1,6% par rapport à 2017, sous l'effet défavorable de l'évolution des taux de change pour 4,8 points de pourcentage et par l'effet net négatif des variations de périmètre pour 0,9 point de pourcentage.

- L'effet défavorable de l'évolution des taux de change s'est élevé à 317,3 millions d'euros, essentiellement lié à la dépréciation du dollar américain contre l'euro.
- L'effet net négatif des variations de périmètre s'est élevé à 57,0 millions d'euros et résulte de la cession des opérations en Asie du Sud-Est réalisée en 2017.

En données comparables et à nombre de jours constant, les ventes ont augmenté de 4,5% incluant un effet positif du prix des câbles à base de cuivre de 0,8 point de pourcentage. Par zone géographique, l'Europe a augmenté de 3,4%, l'Amérique du Nord a augmenté de 5,1%, et l'Asie-Pacifique a augmenté de 9,4%.

En données comparables et à nombre de jours réel, le chiffre d'affaires a progressé de 4,2%, incluant un effet calendaire défavorable de 0,3 point de pourcentage.

**Au deuxième trimestre 2018**, le chiffre d'affaires consolidé de Rexel s'est élevé à 3 373,6 millions d'euros, à comparer aux 3 340,6 millions d'euros enregistrés au deuxième trimestre 2017.

En données publiées, le chiffre d'affaires a augmenté de 1,0%, pénalisé par l'évolution défavorable des taux de change à hauteur de 3,6 points de pourcentage et l'effet net négatif des variations de périmètre de 0,9 point de pourcentage.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a augmenté de 5,1%, incluant un effet positif du prix des câbles à base de cuivre de 0,7 point de pourcentage. Par zone géographique, la croissance du chiffre d'affaires est de 4,0% en Europe, de 6,5% en Amérique du Nord et de 6,3% en Asie-Pacifique.

En données comparables et à nombre de jours réel, le chiffre d'affaires a progressé de 5,7%, incluant un effet calendaire favorable de 0,6 point de pourcentage.

Le tableau ci-dessous résume les effets du nombre de jours ainsi que des effets de périmètre et de change, sur l'évolution du chiffre d'affaires.

	T1	T2	Cumulé
Croissance en données comparables et à nombre de jours constant	3,9%	5,1%	4,5%
Effet du nombre de jours	(1,1)%	0,6%	(0,3)%
<b><i>Croissance en données comparables et à nombre de jours réels</i></b>	<b>2,8%</b>	<b>5,7%</b>	<b>4,2%</b>
Effet de périmètre	(0,8)%	(0,9)%	(0,9)%
Effet de change	(6,0)%	(3,6)%	(4,8)%
<b><i>Total des effets périmètre et change</i></b>	<b>(6,8)%</b>	<b>(4,5)%</b>	<b>(5,6)%</b>
<b>Croissance en données publiées <sup>(1)</sup></b>	<b>(4,2)%</b>	<b>1,0%</b>	<b>(1,6)%</b>

<sup>(1)</sup> Croissance en données comparables et à nombre de jours réel composée avec les effets de périmètre et de change

## Marge brute

**Au premier semestre 2018**, la marge brute s'est établie à 1 626,9 millions d'euros, en baisse de 1,4% par rapport aux 1 650,2 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2017 en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a augmenté de 4,2% et le taux de marge brute demeure stable à 24,8% du chiffre d'affaires.

**Au deuxième trimestre 2018**, la marge brute s'est établie à 830,2 millions d'euros, en hausse de 2,1% par rapport aux 813,3 millions d'euros enregistrés au deuxième trimestre 2017 en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute ajustée a progressé de 5,8% et le taux de marge brute ajustée s'est amélioré de 2 points de base à 24,6% du chiffre d'affaires, résultant principalement d'une hausse en Amérique du Nord et en Asie-Pacifique contrebalancée par une détérioration en Europe.

## Frais administratifs et commerciaux

**Au premier semestre 2018**, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 1 339,9 millions d'euros, en baisse de 1,3% par rapport aux 1 358,1 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2017 en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 4,5%, représentant 20,4% du chiffre d'affaires au premier semestre 2018 par rapport à 20,4% du chiffre d'affaires au premier semestre 2017.

**Au deuxième trimestre 2018**, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 668,7 millions d'euros, en hausse de 0,4% par rapport aux 666,0 millions d'euros enregistrés au deuxième trimestre 2017 en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 4,8%, représentant 19,8% du chiffre d'affaires au deuxième trimestre 2018, soit une amélioration de 18 points de base par rapport à 20,0% du chiffre d'affaires au deuxième trimestre 2017.

## EBITA

**Au premier semestre 2018**, l'EBITA s'est élevé à 287,0 millions d'euros contre 292,1 millions d'euros au premier semestre 2017, en baisse de 1,8% par rapport à l'année précédente en données publiées.

En données comparables ajustées, l'EBITA a augmenté de 3,1% pour s'établir à 288,2 millions d'euros et la marge d'EBITA se situe à 4,4% du chiffre d'affaires, en baisse 5 points de base par rapport au premier semestre 2017.

**Au deuxième trimestre 2018**, l'EBITA s'est élevé à 161,5 millions d'euros, en hausse de 9,7% par rapport aux 147,3 millions d'euros enregistrés au deuxième trimestre 2017 en données publiées.

En données comparables ajustées, l'EBITA a augmenté de 10,2% à 161,0 millions d'euros et la marge d'EBITA est ressortie à 4,8% du chiffre d'affaires, par rapport à 4,6% du chiffre d'affaires au deuxième trimestre 2017.

## Autres produits et autres charges

**Au premier semestre 2018**, les autres produits et autres charges ont représenté une charge nette de 60,7 millions d'euros, comprenant principalement des coûts de restructuration liés à des plans en Allemagne et en Espagne. Ces plans de restructuration comprennent la fermeture d'un nombre important d'agences, une réorganisation logistique et la réduction des frais de siège dans ces pays.

**Au premier semestre 2017**, les autres produits et autres charges ont représenté une charge nette de 49,9 millions d'euros, comprenant principalement :

- 13,9 millions d'euros de coûts de restructuration principalement liés aux changements au sein de la direction du groupe (2,2 millions d'euros), ainsi qu'à la réduction d'effectifs en Asie-Pacifique (4,7 millions d'euros), en Amérique du Nord (1,8 millions d'euros) et en Europe (4,9 millions d'euros) ;
- 11,3 millions d'euros de pertes sur la cession de Lenn International Pte. Lt, un distributeur en Asie du Sud-Est ;
- 9,1 millions d'euros de pertes liés à l'arrêt des opérations en Thaïlande relatives au secteur pétrolier et gazier, suite à la contraction de ce marché ;
- 12,8 millions d'euros de charges pour dépréciation du *goodwill* en Finlande suite à une plus faible activité qu'attendue.

## Résultat financier

Les charges financières nettes se sont établies à 50,2 millions d'euros au premier semestre 2018, en baisse par rapport aux 63,1 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2017. Si l'on exclut une charge de refinancement non récurrente de 6,3 millions d'euros au premier semestre 2017, les charges financières nettes ont diminué de 6,6 millions d'euros, sous l'effet de la baisse de 40 points de base du taux effectif d'intérêt de la dette brute, passant de 3,25% au premier semestre 2017 à 2,85% au premier semestre 2018, consécutivement aux opérations de refinancement réalisées en 2017 et de la réduction de l'endettement moyen.

## Impôt

Au premier semestre 2018, la charge d'impôt s'est élevée à 66,9 millions d'euros par rapport aux 72,8 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2017. Cette baisse est principalement due à la baisse du taux d'impôt fédéral aux Etats-Unis (de 35% à 21%).

En conséquence, le taux effectif d'impôt est passé de 43,0% au premier semestre 2017 à 39,9% au premier semestre 2018.

## Résultat net

En conséquence des éléments mentionnés ci-dessus, le résultat net s'établit à 100,8 millions d'euros au premier semestre 2018, en amélioration de 4,2% par rapport aux 96,7 millions d'euros au premier semestre 2017.

## 1.2.2 | Europe (56% du chiffre d'affaires du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES  (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 Juin			Semestre clos le 30 Juin		
	2018	2017	Change in %	2018	2017	Change in %
	Chiffre d'affaires	1 858,6	1 797,4	3,4%	3 681,0	3 623,7
Marge brute	495,5	482,4	2,7%	994,7	992,2	0,3%
Frais administratifs et commerciaux	(388,3)	(381,5)	1,8%	(789,8)	(779,0)	1,4%
<b>EBITA</b>	<b>107,2</b>	<b>100,9</b>	<b>6,2%</b>	<b>204,9</b>	<b>213,2</b>	<b>(3,9)%</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	5,8%	5,6%		5,6%	5,9%	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES  (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 Juin			Semestre clos le 30 Juin		
	2018	2017	Change in %	2018	2017	Change in %
	Chiffre d'affaires	1 858,6	1 775,5	4,7%	3 681,0	3 575,9
<i>Variation à nombre de jours constant</i>			4,0%			3,4%
Marge brute	495,0	479,4	3,2%	996,1	974,0	2,3%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	26,6%	27,0%	-37 bps	27,1%	27,2%	-18 bps
Frais administratifs et commerciaux	(388,4)	(377,0)	3,0%	(789,9)	(768,7)	2,8%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	(20,9)%	(21,2)%	33 bps	(21,5)%	(21,5)%	4 bps
<b>EBITA</b>	<b>106,6</b>	<b>102,4</b>	<b>4,1%</b>	<b>206,2</b>	<b>205,3</b>	<b>0,4%</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	5,7%	5,8%		5,6%	5,7%	

### Chiffre d'affaires

**Au premier semestre 2018**, le chiffre d'affaires en Europe s'est établi à 3 681,0 millions d'euros contre 3 623,7 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 1,6% par rapport à l'année précédente, en données publiées.

L'effet des variations des taux de change s'est traduit par une diminution de 47,9 millions d'euros, principalement due à la dépréciation de la couronne suédoise, du franc suisse et de la livre sterling par rapport à l'euro.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est en hausse de 3,4% par rapport au premier semestre 2017, incluant un impact positif de 0,7 point de pourcentage lié à la hausse du prix du cuivre.

**Au deuxième trimestre 2018**, le chiffre d'affaires s'est élevé à 1 858,6 millions d'euros contre 1 797,4 millions d'euros au deuxième trimestre 2017, soit une hausse de 3,4%, en données publiées.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est en progression de 4,0% par rapport au deuxième trimestre 2017, incluant un impact positif de 0,7 point de pourcentage lié à la hausse du prix du cuivre.

En **France**, le chiffre d'affaires s'est établi à 1 363,4 millions d'euros au premier semestre 2018, en hausse de 3,8% par rapport au premier semestre 2017, en données comparables et à nombre de jours constant, principalement tiré par des marchés résidentiel et tertiaire dynamiques. Par catégorie de produit, la hausse est alimentée par le génie climatique.

Au deuxième trimestre 2018, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est élevé à 679,9 millions d'euros, en amélioration de 3,7% par rapport au deuxième trimestre 2017.

Au **Royaume-Uni**, le chiffre d'affaires s'est établi à 410,2 millions d'euros au premier semestre 2018, en baisse de 4,9% par rapport au premier semestre 2017, en données comparables et à nombre de jours constant. Cette baisse est principalement liée à un volume d'activité moindre avec quatre grands comptes industriels. De surcroît, l'activité a également été temporairement impactée par la réorganisation de la force de vente dans un marché en baisse.

Au deuxième trimestre 2018, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'établit à 199,5 millions d'euros, en baisse de 4,2% par rapport au deuxième trimestre 2017.

En **Allemagne**, le chiffre d'affaires s'est établi à 404,3 millions d'euros au premier semestre 2018, en hausse de 1,5% par rapport au premier semestre 2017, en données comparables et à nombre de jours constant, lié à l'effet favorable du prix du cuivre (pour 1,4 point de pourcentage).

Au deuxième trimestre 2018, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'établit à 200,4 millions d'euros, en hausse de 1,3% par rapport au deuxième trimestre 2017.

En **Scandinavie**, le chiffre d'affaires s'est établi à 468,0 millions d'euros au premier semestre 2018, soit une hausse de 4,3% par rapport au premier semestre 2017, en données comparables et à nombre de jours constant, avec des performances contrastées des trois pays : +5,6% en Suède, -4,0% en Norvège et +12,4% en Finlande. La performance de la Suède est portée par les services publics et le marché industriel. Au premier trimestre 2018, le chiffre d'affaires de la Norvège a été affecté par les mauvaises conditions météorologiques et la perte d'un grand compte, néanmoins partiellement compensé par l'obtention d'un contrat auprès d'un installateur au deuxième trimestre 2018.

Au deuxième trimestre 2018, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'élève à 246,1 millions d'euros, en augmentation de 6,8% par rapport au deuxième trimestre 2017, composée de hausse de 6,7% en Suède, de 4,6% en Norvège et de 10,1% en Finlande.

En **Belgique** et aux **Pays-Bas**, le chiffre d'affaires s'est respectivement élevé à 200,3 millions d'euros et 145,0 millions d'euros au premier semestre 2018. En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires augmente respectivement de 3,9% et 13,9% principalement en raison de la bonne performance des ventes d'équipements photovoltaïques.

Au deuxième trimestre 2018, le chiffre d'affaires a progressé de 6,5% par rapport au deuxième trimestre 2017 pour s'établir à 102,0 millions d'euros en Belgique en données comparables et à nombre de jours constant. Cette augmentation est de 14,4% aux Pays-Bas pour atteindre 75,2 millions d'euros.

En **Suisse** et en **Autriche**, le chiffre d'affaires s'est élevé respectivement à 220,0 millions d'euros et 171,0 millions d'euros au premier semestre 2018. En données comparables et à nombre de jours constant, la Suisse a enregistré une performance de +9,8% par rapport au premier semestre 2017, grâce à l'obtention d'un contrat avec un grand compte industriel et une dynamique des équipements d'installation, tandis que le chiffre d'affaires de l'Autriche a augmenté de 3,7% sur cette période.

Au deuxième trimestre 2018, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a augmenté en Suisse de 10,8% pour s'établir à 112,4 millions d'euros, tandis qu'il a augmenté de 3,2% en Autriche pour s'élever à 87,9 millions d'euros, par rapport au deuxième trimestre 2017.

En **Europe du Sud**, le chiffre d'affaires s'est élevé à 195,0 millions d'euros au premier semestre 2018, en hausse de 5,0% par rapport au premier semestre 2017, en données comparables et à nombre de jours constant, résultant d'une hausse de 2,9% en **Espagne**, grâce aux exportations et partiellement compensée par la baisse des ventes sur le marché national. En **Italie** et au **Portugal**, le chiffre d'affaires a augmenté respectivement de 7,7%, et 7,4%.

Au deuxième trimestre 2018, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a augmenté de 4,2% pour s'établir à 101,2 millions d'euros, par rapport au deuxième trimestre 2017, dont une hausse de 3,2% pour l'**Espagne**, attribuable à l'export, 5,5% en **Italie**, et 6,0% au **Portugal**.

## Marge brute

**Au premier semestre 2018**, en Europe, la marge brute s'est établie à 994,7 millions d'euros contre 992,2 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 0,3%, en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a augmenté de 2,3% et le taux de marge brute diminue de 18 points de base pour s'établir à 27,1% du chiffre d'affaires, affectée par un environnement concurrentiel en Suisse et en Scandinavie et par une pression sur les marges des ventes de câbles en Allemagne.

**Au deuxième trimestre 2018**, en données comparables ajustées, la marge brute est en progression de 3,2%, et le taux de marge brute s'est établi à 26,6%, une baisse de 37 points de base par rapport au deuxième trimestre 2017.

## Frais administratifs et commerciaux

**Au premier semestre 2018**, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 789,8 millions d'euros contre 779,0 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 1,4%, en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 2,8% au premier semestre 2018, traduisant un volume des ventes en hausse, notamment une hausse des coûts variables de transport, ainsi que l'inflation sur les salaires et charges sociales.

**Au deuxième trimestre 2018**, en données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 3,0% par rapport au deuxième trimestre 2017, représentant 20,9% du chiffre d'affaires, en amélioration de 33 points de bases par rapport à 21,2% au deuxième trimestre 2017.

## EBITA

**Au premier semestre 2018**, en conséquence, l'EBITA s'est établi à 204,9 millions d'euros contre 213,2 millions d'euros au premier semestre 2017, en baisse de 3,9% par rapport à l'année précédente, en données publiées.

En données comparables ajustées, l'EBITA a augmenté de 0,4% par rapport au premier semestre 2017 et le taux d'EBITA a diminué de 14 points de base pour s'établir à 5,6% du chiffre d'affaires.

**Au deuxième trimestre 2018**, en données comparables ajustées, l'EBITA a augmenté de 4,1% par rapport au deuxième trimestre 2017 et le taux d'EBITA a baissé de 3 points de base pour s'établir à 5,7% du chiffre d'affaires.

### 1.2.3/ Amérique du Nord (35% du chiffre d'affaires du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES  (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 Juin			Semestre clos le 30 Juin		
	2018	2017	Change in %	2018	2017	Change in %
Chiffre d'affaires	1 205,0	1 210,1	(0,4)%	2 280,6	2 400,7	(5,0)%
Marge brute	278,5	272,5	2,2%	524,5	542,3	(3,3)%
Frais administratifs et commerciaux	(224,1)	(225,4)	(0,6)%	(439,1)	(459,1)	(4,4)%
<b>EBITA</b>	<b>54,5</b>	<b>47,1</b>	<b>15,6%</b>	<b>85,4</b>	<b>83,2</b>	<b>2,6%</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	4,5%	3,9%		3,7%	3,5%	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES  (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 Juin			Semestre clos le 30 Juin		
	2018	2017	Change in %	2018	2017	Change in %
Chiffre d'affaires	1 205,0	1 127,5	6,9%	2 280,6	2 170,0	5,1%
<i>Variation à nombre de jours constant</i>			6,5%			5,1%
Marge brute	278,6	253,3	10,0%	524,5	488,2	7,4%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	23,1%	22,5%	66 bps	23,0%	22,5%	50 bps
Frais administratifs et commerciaux	(224,1)	(210,1)	6,6%	(439,1)	(414,6)	5,9%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	(18,6)%	(18,6)%	4 bps	(19,3)%	(19,1)%	-15 bps
<b>EBITA</b>	<b>54,6</b>	<b>43,2</b>	<b>26,4%</b>	<b>85,4</b>	<b>73,7</b>	<b>15,9%</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	4,5%	3,8%		3,7%	3,4%	

### Chiffre d'affaires

**Au premier semestre 2018**, le chiffre d'affaires de la zone Amérique du Nord s'est établi à 2 280,6 millions d'euros contre 2 400,7 millions d'euros au premier semestre 2017, soit une baisse de 5,0% par rapport à l'année précédente, en données publiées.

L'effet défavorable de l'évolution des taux de change, notamment lié à la dépréciation du dollar américain par rapport à l'euro, a représenté un montant de 230,7 millions d'euros.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a progressé de 5,1% par rapport au premier semestre 2017.

**Au deuxième trimestre 2018**, le chiffre d'affaires s'est élevé à 1 205,0 millions d'euros, en diminution de 0,4% en données publiées par rapport aux 1 210,1 millions d'euros enregistrés sur le deuxième trimestre 2017.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a progressé de 6,5% par rapport au deuxième trimestre 2017.

Aux **Etats-Unis**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est élevé à 1 791,5 millions d'euros au premier semestre 2018, en hausse de 5,3% par rapport au premier semestre 2017. Celle-ci est principalement imputable aux ouvertures d'agences, contribuant à hauteur de 1,7 point de pourcentage, ainsi qu'à un impact commercial favorable de la nouvelle organisation par régions et à une demande en croissance dans l'industrie pétrolière et gazière. Néanmoins, les ventes ont continué d'être impactées par le moindre volume de projets dans l'éolien et l'énergie.

Au deuxième trimestre 2018, en données comparables et à nombre de jours constant, les ventes ont progressé de 7,3% par rapport au deuxième trimestre 2017.

Au **Canada**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est établi à 489,1 millions d'euros au premier semestre 2018, en hausse de 4,4% par rapport au premier semestre 2017, principalement grâce au marché tertiaire et au rebond de l'industrie pétrolière et gazière.

Au deuxième trimestre 2018, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a progressé de 4,0% par rapport au deuxième trimestre 2017.



## Marge brute

**Au premier semestre 2018**, en Amérique du Nord, la marge brute a atteint 524,5 millions d'euros contre 542,3 millions d'euros au premier semestre 2017, soit une baisse de 3,3% en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a progressé de 7,4% et le taux de marge brute a augmenté de 50 points de base par rapport au premier semestre 2017, à 23,0% du chiffre d'affaires, profitant de l'amélioration de d'offre commerciale aux Etats-Unis.

**Au deuxième trimestre 2018**, en données comparable ajustées, la marge brute a augmenté de 10,0% et le taux de marge brute, qui ressort à 23,1% du chiffre d'affaires, a progressé de 66 points de base par rapport au deuxième trimestre 2017.

## Frais administratifs et commerciaux

**Au premier semestre 2018**, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 439,1 millions d'euros contre 459,1 millions d'euros en au premier semestre 2017, en baisse de 4,4% en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 5,9% au premier semestre 2018, représentant 19,3% du chiffre d'affaires, soit une augmentation de 15 points de base par rapport à 19,1% au premier semestre 2017, impactée par l'inflation sur les coûts et par les investissements dans le réseau d'agences et le capital humain.

**Au deuxième trimestre 2018**, en données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 6,6%, représentant 18,6% du chiffre d'affaires, stable par rapport au deuxième trimestre 2017.

## EBITA

**Au premier semestre 2018**, en conséquence, l'EBITA s'est élevé à 85,4 millions d'euros contre 83,2 millions d'euros au premier semestre 2017, soit une hausse de 2,6% en données publiées.

En données comparables ajustées, l'EBITA a augmenté de 15,9% par rapport au premier semestre 2017.

**Au deuxième trimestre 2018**, en données comparables ajustées, l'EBITA a progressé de 26,4%, représentant une amélioration de 70 points de pourcentage du taux d'EBITA, à 4,5% du chiffre d'affaires.

## 1.2.4 | Asie-Pacifique (9% du chiffre d'affaires du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES  (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 Juin			Semestre clos le 30 Juin		
	2018	2017	Change in %	2018	2017	Change in %
Chiffre d'affaires	310,0	333,1	(6,9)%	594,1	638,6	(7,0)%
Marge brute	56,2	58,4	(3,8)%	107,7	115,7	(7,0)%
Frais administratifs et commerciaux	(49,9)	(55,5)	(10,0)%	(97,8)	(114,3)	(14,4)%
EBITA	6,3	2,9	115,4%	9,9	1,5	579,7%
en % du chiffre d'affaires	2,0%	0,9%		1,7%	0,2%	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES  (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 Juin			Semestre clos le 30 Juin		
	2018	2017	Change in %	2018	2017	Change in %
Chiffre d'affaires	310,0	289,0	7,3%	594,1	542,9	9,4%
Variation à nombre de jours constant			6,3%			9,4%
Marge brute	56,2	51,8	8,6%	107,7	99,7	8,0%
en % du chiffre d'affaires	18,1%	17,9%	22 bps	18,1%	18,4%	-24 bps
Frais administratifs et commerciaux	(49,9)	(47,6)	4,8%	(97,8)	(93,2)	4,9%
en % du chiffre d'affaires	(16,1)%	(16,5)%	38 bps	(16,5)%	(17,2)%	71 bps
EBITA	6,3	4,1	52,1%	9,9	6,5	52,9%
en % du chiffre d'affaires	2,0%	1,4%		1,7%	1,2%	

### Chiffre d'affaires

**Au premier semestre 2018**, le chiffre d'affaires de la zone Asie-Pacifique s'est élevé à 594,1 millions d'euros contre 638,6 millions d'euros au premier semestre 2017, en baisse de 7,0% en données publiées.

L'effet défavorable de l'évolution des taux de change a représenté 38,7 millions d'euros, principalement dû à la dépréciation du dollar australien par rapport à l'euro.

L'effet de la cession des activités en Asie du Sud-Est a représenté un montant négatif de 57,0 millions d'euros.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a augmenté de 9,4% par rapport au premier semestre 2017.

**Au deuxième trimestre 2018**, le chiffre d'affaires s'est élevé à 310,0 millions d'euros, en baisse de 6,9% en données publiées par rapport aux 333,1 millions d'euros enregistrés au deuxième trimestre 2017.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est en progression de 6,3% par rapport au deuxième trimestre 2017, particulièrement imputable à la Chine (+3,4%).

En **Australie**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est établi à 253,2 millions d'euros, soit une hausse de 5,1% par rapport au premier semestre 2017, reflétant la bonne dynamique des marchés résidentiel et industriel.

Au deuxième trimestre 2018, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est en hausse de 1,3% par rapport au deuxième trimestre 2017, impacté par la cession de l'activité automatismes industriels Rockwell effective au 30 avril 2018. Hormis cet impact, le chiffre d'affaires a augmenté de 4,6%.

En **Chine**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est établi à 237,5 millions d'euros au premier semestre 2018, soit une hausse de 6,5% par rapport au premier semestre 2017, grâce à l'activité automatismes industriels et solutions.

Au deuxième trimestre 2018, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a augmenté de 3,4% par rapport au deuxième trimestre 2017.

La progression du chiffre d'affaires de la zone Asie-Pacifique a également été alimentée par un projet industriel significatif et non-récurrent au Moyen-Orient dont les ventes se sont élevées à 13,3 millions d'euros au premier semestre 2018 dont 6,3 millions au deuxième trimestre.

## Marge brute

**Au premier semestre 2018**, en Asie-Pacifique, la marge brute a diminué de 7,0% à 107,7 millions d'euros contre 115,7 millions d'euros au premier semestre 2017, en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a augmenté de 8,0% et le taux de marge brute s'est établi à 18,1% en diminution de 24 points de base par rapport au premier semestre 2017, principalement liée au poids plus important des projets dans le chiffre d'affaires avec des marges plus faibles que la moyenne, en particulier au Moyen-Orient.

**Au deuxième trimestre 2018**, en données comparables ajustées, la marge brute a progressé de 8,6% et le taux de marge brute s'est établi à 18,1%, soit une amélioration de 22 points de base par rapport au deuxième trimestre 2017.

## Frais administratifs et commerciaux

**Au premier semestre 2018**, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 97,8 millions d'euros, en baisse de 14,4% par rapport au premier semestre 2017 où ils s'élevaient à 114,3 millions d'euros, en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 4,9% par rapport au premier semestre 2017, représentant 16,5% du chiffre d'affaires au premier semestre 2018, soit une amélioration de 71 points de base par rapport au premier semestre 2017 traduisant des initiatives pour dynamiser les ventes en Chine et en Australie.

**Au deuxième trimestre 2018**, en données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 4,8%, représentant 16,1% du chiffre d'affaires, en progression de 38 points de base par rapport au deuxième trimestre 2017.

## EBITA

**Au premier semestre 2018**, en conséquence, l'EBITA s'est établi à 9,9 millions d'euros, contre 1,5 millions d'euros au premier semestre 2017, soit une amélioration de 579,7% en données publiées.

En données comparables ajustées, il a augmenté de 52,9% par rapport au premier semestre 2017. Le taux d'EBITA a progressé de 47 points de base à 1,7% du chiffre d'affaires.

**Au deuxième trimestre 2018**, en données comparables ajustées, l'EBITA a augmenté de 52,1%, soit une hausse de 60 points de base du taux d'EBITA, à 2,0% du chiffre d'affaires.

## 1.2.5 | Autres activités

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES  (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 Juin			Semestre clos le 30 Juin		
	2018	2017	Change in %	2018	2017	Change in %
Chiffre d'affaires	-	-	n.a.	-	-	n.a.
Marge brute	(0,0)	-	n.a.	0,0	(0,0)	n.a.
Frais administratifs et commerciaux	(6,3)	(3,6)		(13,2)	(5,7)	130,3%
<b>EBITA</b>	<b>(6,4)</b>	<b>(3,6)</b>	<b>75,0%</b>	<b>(13,2)</b>	<b>(5,8)</b>	<b>129,1%</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>		<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES  (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 Juin			Semestre clos le 30 Juin		
	2018	2017	Change in %	2018	2017	Change in %
<b>Chiffre d'affaires</b>	-	-	n.a.	-	-	n.a.
Marge brute	(0,0)	-	n.a.	0,0	(0,0)	n.a.
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>		<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>	
Frais administratifs et commerciaux	(6,3)	(3,6)	75,3%	(13,2)	(5,7)	131,2%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>		<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>	
<b>EBITA</b>	<b>(6,4)</b>	<b>(3,6)</b>	<b>75,4%</b>	<b>(13,2)</b>	<b>(5,7)</b>	<b>130,0%</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>		<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>	

Ce segment concerne principalement les frais de siège non alloués. Au premier semestre 2018, l'EBITA négatif s'est établi à 13,2 millions d'euros, par rapport aux 5,7 millions d'euros au premier semestre 2017, traduisant une moindre réallocation des frais de siège aux entités opérationnelles, un effet moins favorable de la baisse des rémunérations à long-terme, et davantage d'amortissements liés aux investissements dans l'informatique et la transformation numérique.

## 1.3 | Perspectives

La performance de Rexel au premier semestre permet au Groupe de confirmer les objectifs financiers tels qu'annoncés en février :

Rexel cible, à périmètre et taux de change comparables :

- des ventes en progression à un chiffre et inférieure à 5%
- une croissance de l'EBITA ajusté d'au moins 5% et inférieure à 10%
- la poursuite de l'amélioration du ratio d'endettement (Dette Nette/ EBITDA)

## 1.4 | Facteurs de risques et incertitudes

Les activités du Groupe sont exposées à certains facteurs de risques macro-économiques, concurrentiels, opérationnels, de marché et juridiques. Ces facteurs de risques sont décrits dans le Document de référence 2017 enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 14 Avril 2018 sous le numéro D.18-0263. Il n'y a pas eu d'évolution significative dans la nature de ces facteurs de risques au cours du premier semestre 2018.

## 2. | TRESORERIE ET CAPITAUX

### 2.1 | Flux de trésorerie

(en millions d'euros)	Trimestre clos le 30			Semestre clos le 30		
	Juin		Variation en valeur	Juin		Variation en valeur
	2018	2017		2018	2017	
Flux de trésorerie d'exploitation	169,3	148,8	20,5	299,6	296,9	2,7
Intérêts	(20,6)	(25,9)	5,3	(41,8)	(51,6)	9,8
Impôts	(1,5)	(39,3)	37,7	(24,0)	(63,5)	39,5
Variation du besoin en fonds de roulement	(23,3)	8,6	(31,9)	(249,6)	(320,6)	70,9
<b>Flux nets des activités opérationnelles</b>	<b>123,9</b>	<b>92,3</b>	<b>31,7</b>	<b>(15,9)</b>	<b>(138,8)</b>	<b>122,9</b>
<b>Flux nets des activités d'investissement</b>	<b>(6,4)</b>	<b>(21,4)</b>	<b>14,9</b>	<b>(32,1)</b>	<b>(48,8)</b>	<b>16,6</b>
<i>Dont investissements opérationnels <sup>(1)</sup></i>	<i>(9,0)</i>	<i>(27,4)</i>	<i>18,4</i>	<i>(32,1)</i>	<i>(53,0)</i>	<i>20,8</i>
<b>Flux nets des activités de financement</b>	<b>(50,7)</b>	<b>(304,0)</b>	<b>253,3</b>	<b>(55,7)</b>	<b>11,4</b>	<b>(67,1)</b>
<b>Variation nette de la trésorerie</b>	<b>66,8</b>	<b>(233,1)</b>	<b>299,9</b>	<b>(103,7)</b>	<b>(176,1)</b>	<b>72,5</b>
<b>Besoin en fonds de roulement, en % du chiffre d'affaires<sup>(2)</sup> au:</b>				<b>30 Juin</b>	<b>30 Juin</b>	
<b>Données comparables</b>				<b>2018</b>	<b>2017</b>	
				11,3%	11,4%	

(1) Net des cessions

(2) Besoin en fonds de roulement, fin de période, divisé par le chiffre d'affaires des 12 derniers mois

#### 2.1.1 | Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles

Les flux nets provenant des activités opérationnelles du Groupe ont représenté un emploi de 15,9 millions d'euros au premier semestre 2018 contre un emploi de 138,8 millions d'euros au premier semestre 2017.

#### Flux de trésorerie d'exploitation

Au premier semestre 2018, les flux de trésorerie d'exploitation avant intérêts, impôt et variation du besoin en fonds de roulement sont passés de 296,9 millions d'euros au premier semestre 2017 à 299,6 millions d'euros au premier semestre 2018, malgré l'effet défavorable de l'évolution des taux de change et du prix du cuivre.

#### Intérêts et impôts

Au premier semestre 2018, les intérêts versés ont diminué pour s'établir à 41,8 millions d'euros contre 51,6 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2017. Cette diminution provient essentiellement du refinancement des emprunts obligataires à des taux plus faibles intervenus au premier semestre 2017.

Au premier semestre 2018, l'impôt sur les sociétés payé a diminué pour s'établir à 24,0 millions d'euros contre 63,5 millions d'euros au premier semestre 2017, grâce au remboursement des acomptes excédentaires payés au titre de l'exercice précédent, ainsi qu'à l'encaissement des sommes réclamées auprès de l'administration fiscale au titre de la taxe sur les dividendes à 3%.

## Variation du besoin en fonds de roulement

Au premier semestre 2018, la variation du besoin en fonds de roulement a représenté un emploi net de trésorerie de 249,6 millions d'euros contre 320,6 millions d'euros au premier semestre 2017, soit une amélioration de 70,9 millions d'euros. Cet emploi de trésorerie est principalement attribuable au moindre paiement des dettes fournisseurs au premier semestre 2018 par rapport au premier semestre 2017.

En pourcentage du chiffre d'affaires des 12 derniers mois, à données comparables, le besoin en fonds de roulement s'est élevé à 11,3% du chiffre d'affaires au 30 juin 2018, à comparer à 11,4% au 30 juin 2017, soit une amélioration de 10 points de base.

### 2.1.2/ Trésorerie nette provenant des activités d'investissement

La trésorerie nette provenant des activités d'investissement comprend les acquisitions et les cessions d'immobilisations ainsi que les investissements financiers. Elle représentait un emploi de 32,1 millions d'euros au premier semestre 2018 contre un emploi de 48,8 millions d'euros au premier semestre 2017.

<i>(en millions d'euros)</i>	Trimestre clos le 30 Juin		Semestre clos le 30 Juin	
	2018	2017	2018	2017
<i>Acquisition d'immobilisations opérationnelles</i>	-26,2	-30,4	-50,4	-51,4
<i>Produits de cession d'immobilisations opérationnelles</i>	18,7	1,1	19,6	1,4
<i>Variation nette des dettes et créances sur immobilisations</i>	-1,5	1,8	-1,3	-3,0
<b>Flux nets des activités d'investissement opérationnel</b>	<b>-9,0</b>	<b>-27,4</b>	<b>-32,1</b>	<b>-53,0</b>
<i>Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise</i>	0,0	0,0	-0,2	0,0
<i>Cession de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée</i>	0,0	3,5	0,0	3,5
<b>Flux nets des activités d'investissement financier</b>	<b>0,0</b>	<b>3,5</b>	<b>-0,2</b>	<b>3,5</b>
<b>Variation nette des placements à long terme</b>	<b>2,6</b>	<b>2,5</b>	<b>0,2</b>	<b>0,7</b>
<b>Flux nets des activités d'investissement</b>	<b>-6,4</b>	<b>-21,4</b>	<b>-32,1</b>	<b>-48,8</b>

### Acquisitions et cessions d'immobilisations opérationnelles

Le montant des acquisitions d'immobilisations net des cessions a représenté un emploi de trésorerie de 32,1 millions d'euros au premier semestre 2018 contre 53,0 millions d'euros au premier semestre 2017.

Au premier semestre 2018, les dépenses brutes d'investissement se sont élevées à 50,4 millions d'euros (51,4 millions d'euros au premier semestre 2017), soit 0,8 % du chiffre d'affaires de la période. Les cessions d'immobilisations opérationnelles ont généré une ressource de 19,6 millions d'euros (1,4 millions d'euros au premier semestre 2017), comprenant la cession de l'activité relative aux automatismes industriels Rockwell.

## **Investissements financiers**

Il n'y avait pas d'investissements financiers au premier semestre 2018 ni au premier semestre 2017.

### **2.1.3/ Trésorerie nette provenant des activités de financement**

Au premier semestre 2018, la trésorerie nette provenant des activités de financement reflète un emploi net de 55,7 millions d'euros, comprenant principalement :

- la diminution de 52,3 millions d'euros des cessions de créances commerciales au titre des programmes de titrisation ;
  - le rachat net d'actions propres pour un montant de 8,7 millions d'euros ;
- partiellement compensé par :
- une hausse de 7,0 millions d'euros des facilités de crédit et billets de trésorerie.

Au premier semestre 2017, la trésorerie nette provenant des activités de financement reflète un encaissement net de 11,4 millions d'euros, comprenant principalement :

- le remboursement anticipé du solde de l'emprunt obligataire de 330 millions de dollars américains à échéance 2020 et portant intérêt à 5,25% incluant une prime de rachat de 6,3 millions d'euros ;
  - la diminution de 59,5 millions d'euros des cessions de créances commerciales au titre des programmes de titrisation ;
- partiellement compensé par :
- l'émission d'obligations de 300 millions d'euros à échéance 2024 et portant intérêt à 2,625% pour un montant net des coûts de transaction de 295,8 millions d'euros ;
  - une hausse de 80,0 millions d'euros des facilités de crédit et billets de trésorerie.

## 2.2 | Sources de financement

En complément de la trésorerie provenant de son activité, le Groupe se finance principalement au moyen d'emprunts obligataires, de cessions de créances commerciales et de lignes de crédit multilatérales. Au 30 juin 2018, l'endettement net consolidé de Rexel s'établissait à 2 112,4 millions d'euros et s'analysait comme suit :

(en millions d'euros)	30 Juin 2018			31 Décembre 2017		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Obligations séniors	-	1 451,5	1 451,5	-	1 446,6	1 446,6
Titrisation	113,4	843,8	957,2	-	1 007,6	1 007,6
Emprunt auprès des établissements de crédit	12,4	1,3	13,8	12,1	1,8	13,9
Billets de trésorerie	48,0	-	48,0	41,7	-	41,7
Concours bancaires et autres emprunts	105,6	-	105,6	100,6	-	100,6
Location financement	6,0	12,8	18,8	6,2	14,3	20,5
Intérêts courus	4,7	-	4,7	6,3	-	6,3
Moins coûts de transaction	(4,4)	(18,4)	(22,8)	(5,1)	(19,7)	(24,7)
<b>Total des dettes financières et intérêts courus</b>	<b>285,7</b>	<b>2 291,0</b>	<b>2 576,7</b>	<b>161,8</b>	<b>2 450,5</b>	<b>2 612,3</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(452,7)			(563,6)
Créances sur intérêts courus			(1,3)			(1,0)
Dérivés de couverture de la dette			(10,2)			(6,5)
<b>Endettement financier net</b>			<b>2 112,4</b>			<b>2 041,2</b>

Au 30 juin 2018, la liquidité du Groupe s'élevait à 1 183,4 millions d'euros (1 304,7 millions d'euros au 31 décembre 2017).

(en millions d'euros)	30 Juin 2018	31 Décembre 2017 (1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	452,7	563,6
Découverts bancaires	(105,6)	(100,6)
Billets de trésorerie	(48,0)	(41,7)
Contrat de Crédit Senior non tiré	850,0	850,0
Lignes bilatérales	34,3	33,4
<b>Liquidité</b>	<b>1 183,4</b>	<b>1 304,7</b>

<sup>(1)</sup> Après prise en compte de l'avenant au Contrat de Crédit Senior signé le 31 janvier 2018

### Contrat de crédit syndiqué

Selon les termes du contrat de crédit syndiqué, Rexel doit maintenir un ratio d'endettement inférieur à 3,50 fois au 30 juin et au 31 décembre de chaque année. Le ratio d'endettement, tel que calculé selon les termes du Contrat de Crédit Senior, s'est élevé à 2,91x au 30 juin 2018 (contre 2,84x au 31 décembre 2017 et 3,33x au 30 juin 2017).



## II. États financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2018 (non audités<sup>1</sup>)

1. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2018 ont fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux Comptes. Leur rapport sur l'information financière semestrielle 2018 est présenté à la suite des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

# SOMMAIRE

Compte de résultat consolidé (non audité).....	26
Résultat global consolidé (non audité) .....	27
Bilan consolidé (non audité) .....	28
Tableau des flux de trésorerie consolidé (non audité) .....	29
Tableau de variation des capitaux propres consolidés (non audité) .....	30
Notes annexes (non auditées) .....	31
1.   Informations générales .....	31
2.   Principales méthodes comptables.....	31
3.   Information sectorielle .....	37
4.   Frais administratifs et commerciaux.....	38
5.   Autres produits et autres charges.....	39
6.   Charges financières nettes.....	39
7.   Impôt sur les bénéfices.....	40
8.   Dividendes .....	40
9.   Résultats par action.....	40
10.   Paiements fondés sur des actions.....	41
11.   Avantages du personnel .....	41
12.   Endettement financier.....	42
13.   Juste valeur des instruments financiers .....	46
14.   Saisonnalité .....	46
15.   Litiges .....	46
16.   Evènements postérieurs à la période de reporting.....	46

## Compte de résultat consolidé (non audité)

	Note	Trimestre clos le 30 juin		Période close le 30 juin	
		2018	2017 <sup>(1)</sup>	2018	2017 <sup>(1)</sup>
<i>(en millions d'euros)</i>					
Chiffre d'affaires	3	3 373,6	3 340,6	6 555,8	6 663,0
Coût des ventes		(2 543,4)	(2 527,3)	(4 928,9)	(5 012,8)
<b>Marge brute</b>		<b>830,2</b>	<b>813,3</b>	<b>1 626,9</b>	<b>1 650,2</b>
Frais administratifs et commerciaux	4	(672,6)	(670,8)	(1 348,2)	(1 367,8)
<b>Résultat opérationnel avant autres produits et charges</b>		<b>157,7</b>	<b>142,5</b>	<b>278,6</b>	<b>282,4</b>
Autres produits	5	3,4	3,7	4,7	4,0
Autres charges	5	(56,8)	(43,9)	(65,4)	(53,9)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>104,3</b>	<b>102,3</b>	<b>217,9</b>	<b>232,5</b>
Produits financiers		0,7	0,3	1,6	0,8
Coût de l'endettement financier		(20,0)	(23,8)	(38,8)	(46,6)
Frais financiers liés aux opérations de refinancement		-	0,4	-	(6,3)
Autres charges financières		(6,0)	(6,4)	(13,0)	(10,9)
<b>Charges financières (nettes)</b>	6	<b>(25,3)</b>	<b>(29,5)</b>	<b>(50,2)</b>	<b>(63,1)</b>
<b>Résultat net avant impôt</b>		<b>79,1</b>	<b>72,9</b>	<b>167,7</b>	<b>169,4</b>
Impôt sur le résultat	7	(38,9)	(39,3)	(66,9)	(72,8)
<b>Résultat net</b>		<b>40,2</b>	<b>33,6</b>	<b>100,8</b>	<b>96,7</b>
<b>Dont attribuable :</b>					
<i>aux actionnaires de la société mère</i>					
		40,0	35,0	100,7	98,4
<i>aux intérêts ne conférant pas le contrôle</i>					
		0,1	(1,4)	0,1	(1,6)
<b>Résultat net par action :</b>					
<i>Résultat de base par action (en euros)</i>	9	0,13	0,12	0,33	0,33
<i>Résultat dilué par action (en euros)</i>	9	0,13	0,12	0,33	0,32

(1) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 2.2.1).

**Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.**

## Résultat global consolidé (non audité)

	Note	Trimestre clos le 30 juin		Période close le 30 juin	
		2018	2017 <sup>(1)</sup>	2018	2017 <sup>(1)</sup>
(en millions d'euros)					
<b>Résultat net</b>		<b>40,2</b>	<b>33,6</b>	<b>100,8</b>	<b>96,7</b>
<b>Eléments destinés à être reclassés ultérieurement en compte de résultat</b>					
Profit / (perte) sur couvertures d'investissements nets à l'étranger		(10,6)	18,0	(6,1)	20,0
Effet d'impôt		3,6	(6,2)	2,1	(6,9)
<b>Sous-total</b>		<b>(7,0)</b>	<b>11,8</b>	<b>(4,0)</b>	<b>13,1</b>
Ecarts de conversion		86,6	(136,0)	15,5	(153,1)
Effet d'impôt		(11,9)	17,6	(6,4)	21,1
<b>Sous-total</b>		<b>74,7</b>	<b>(118,4)</b>	<b>9,1</b>	<b>(132,1)</b>
Profit / (perte) sur couvertures de flux de trésorerie		1,2	0,4	3,5	0,9
Effet d'impôt		(0,4)	(0,1)	(1,2)	(0,3)
<b>Sous-total</b>		<b>0,8</b>	<b>0,2</b>	<b>2,3</b>	<b>0,6</b>
<b>Eléments non reclassables ultérieurement en compte de résultat</b>					
Gains / (pertes) actuariels(les) sur engagements de retraite et avantages assimilés	11	2,7	5,7	22,7	(16,3)
Effet d'impôt		(0,8)	(1,1)	(1,5)	0,1
<b>Sous-total</b>		<b>1,9</b>	<b>4,6</b>	<b>21,2</b>	<b>(16,2)</b>
<b>Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôt</b>		<b>70,4</b>	<b>(101,7)</b>	<b>28,6</b>	<b>(134,6)</b>
<b>Résultat global consolidé au titre de la période, net d'impôt</b>		<b>110,6</b>	<b>(68,1)</b>	<b>129,4</b>	<b>(37,9)</b>
<b>Dont attribuable :</b>					
aux actionnaires de la société mère		110,3	(66,2)	129,2	(35,8)
aux intérêts ne conférant pas le contrôle		0,2	(1,9)	0,2	(2,1)

(1) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 2.2.1).

**Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.**

## Bilan consolidé (non audité)

(en millions d'euros)	Note	Au 30 juin 2018	Au 31 décembre 2017 <sup>(1)</sup>
<b>Actifs</b>			
Goodwill		3 912,7	3 914,9
Immobilisations incorporelles		1 045,9	1 049,7
Immobilisations corporelles		267,7	272,0
Actifs financiers non courants		43,5	38,0
Actifs d'impôt différé		57,3	96,6
<b>Total des actifs non courants</b>		<b>5 327,1</b>	<b>5 371,2</b>
Stocks		1 623,5	1 544,9
Créances clients		2 287,2	2 074,4
Créances d'impôt courant		22,1	48,1
Autres actifs		504,4	512,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12.1	452,7	563,6
<b>Total des actifs courants</b>		<b>4 890,0</b>	<b>4 743,7</b>
<b>Total des actifs</b>		<b>10 217,1</b>	<b>10 114,9</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Capital social		1 519,5	1 516,7
Prime d'émission		1 563,4	1 559,2
Réserves		1 068,4	1 079,5
<b>Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société</b>		<b>4 151,3</b>	<b>4 155,4</b>
Intérêts ne conférant pas le contrôle		2,4	2,2
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>4 153,7</b>	<b>4 157,6</b>
<b>Dettes</b>			
Dettes financières non courantes	12.1	2 291,0	2 450,5
Provisions pour retraites et avantages assimilés		283,4	319,9
Passifs d'impôt différé		163,0	172,8
Provisions et autres passifs non courants		96,7	56,3
<b>Total des passifs non courants</b>		<b>2 834,1</b>	<b>2 999,6</b>
Dettes financières courantes	12.1	281,0	155,5
Intérêts courus	12.1	4,7	6,3
Dettes fournisseurs		2 097,3	2 034,8
Dettes d'impôt exigible		31,6	34,8
Dividendes à payer	8	126,9	-
Autres dettes		687,9	726,3
<b>Total des passifs courants</b>		<b>3 229,3</b>	<b>2 957,7</b>
<b>Total des passifs</b>		<b>6 063,4</b>	<b>5 957,3</b>
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>		<b>10 217,1</b>	<b>10 114,9</b>

(1) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 2.2.1).

**Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.**

## Tableau des flux de trésorerie consolidé (non audité)

	Note	Trimestre clos le 30 juin		Période close le 30 juin	
		2018	2017 <sup>(1)</sup>	2018	2017 <sup>(1)</sup>
<i>(en millions d'euros)</i>					
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>					
Résultat opérationnel		104,3	102,3	217,9	232,5
Amortissements et dépréciations et mises au rebut d'actifs	4-5	28,4	54,0	57,2	83,8
Avantages du personnel		(4,0)	(6,3)	(15,8)	(11,2)
Variation des autres provisions		42,2	(8,3)	41,1	(15,0)
Autres éléments opérationnels sans effet sur la trésorerie		(1,6)	7,0	(0,9)	6,7
Intérêts payés		(20,6)	(25,9)	(41,8)	(51,6)
Impôt payé		(1,5)	(39,3)	(24,0)	(63,5)
<b>Flux de trésorerie des activités opérationnelles avant variation du besoin en fonds de roulement</b>		<b>147,2</b>	<b>83,6</b>	<b>233,7</b>	<b>181,8</b>
Variation des stocks		(35,1)	11,6	(73,4)	(56,7)
Variation des créances clients		(100,9)	(76,3)	(205,3)	(175,7)
Variation des dettes fournisseurs		125,4	74,2	58,2	(66,5)
Variations des autres créances et autres dettes		(12,7)	(0,9)	(29,2)	(21,7)
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>		<b>(23,3)</b>	<b>8,6</b>	<b>(249,6)</b>	<b>(320,6)</b>
<b>Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles</b>		<b>123,9</b>	<b>92,3</b>	<b>(15,9)</b>	<b>(138,8)</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>					
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(27,7)	(28,6)	(51,7)	(54,4)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		18,7	1,1	19,6	1,4
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise		-	-	(0,2)	-
Cession de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée		-	3,5	-	3,5
Variation des placements à long terme		2,6	2,5	0,2	0,7
<b>Trésorerie nette provenant des activités d'investissement</b>		<b>(6,4)</b>	<b>(21,4)</b>	<b>(32,1)</b>	<b>(48,8)</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>					
Augmentation de capital		-	-	-	0,5
Ventes / (Achats) d'actions propres		(9,7)	(2,7)	(8,7)	(1,1)
Emission d'emprunts obligataires nette des coûts de transactions	12.2	-	-	-	295,8
Remboursement d'emprunts obligataires	12.2	-	(302,3)	-	(302,3)
Résiliation de swaps de taux d'intérêt qualifiés de couverture de juste valeur		-	-	-	0,5
Variation nette des facilités de crédit, des billets de trésorerie et autres dettes financières	12.2	(74,6)	(36,9)	7,0	80,0
Variation nette des financements reçus au titre des programmes de titrisation	12.2	34,6	38,7	(52,3)	(59,5)
Variation des dettes au titre des contrats de location-financement	12.2	(1,1)	(0,8)	(1,7)	(2,4)
<b>Trésorerie nette provenant des activités de financement</b>		<b>(50,7)</b>	<b>(304,0)</b>	<b>(55,7)</b>	<b>11,4</b>
<b>Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>					
		<b>66,8</b>	<b>(233,1)</b>	<b>(103,7)</b>	<b>(176,1)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		394,3	676,1	563,6	619,3
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie détenue		(8,4)	16,0	(7,2)	15,9
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>		<b>452,7</b>	<b>459,0</b>	<b>452,7</b>	<b>459,0</b>

(1) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 2.2.1).

*Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.*

## Tableau de variation des capitaux propres consolidés (non audité)

(en millions d'euros)

	Capital social	Prime d'émission	Résultats accumulés non distribués	Réserve de conversion	Réserve de couverture des flux de trésorerie futurs	Revalorisation de la dette nette de pension	Total attribuable aux actionnaires de la société mère	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Total des capitaux propres
<b>Note</b>						<b>11</b>			
<b>Pour la période close le 30 juin 2017</b>									
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 (publié)</b>	<b>1 514,5</b>	<b>1 561,2</b>	<b>1 303,1</b>	<b>185,5</b>	<b>(0,7)</b>	<b>(185,6)</b>	<b>4 378,1</b>	<b>5,2</b>	<b>4 383,3</b>
Effet du changement de méthode comptable relatif à l'application de la norme IFRS 15	-	-	(3,0)	-	-	-	(3,0)	-	(3,0)
Effet du changement de méthode comptable relatif à l'application de la norme IFRS 9	-	-	(2,9)	-	-	-	(2,9)	-	(2,9)
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 <sup>(1)</sup></b>	<b>1 514,5</b>	<b>1 561,2</b>	<b>1 297,2</b>	<b>185,5</b>	<b>(0,7)</b>	<b>(185,6)</b>	<b>4 372,2</b>	<b>5,2</b>	<b>4 377,4</b>
Résultat net	-	-	98,4	-	-	-	98,4	(1,6)	96,7
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(118,5)	0,6	(16,2)	(134,1)	(0,5)	(134,6)
<b>Résultat global de la période</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>98,4</b>	<b>(118,5)</b>	<b>0,6</b>	<b>(16,2)</b>	<b>(35,8)</b>	<b>(2,1)</b>	<b>(37,9)</b>
Distribution de dividendes en numéraire	-	-	(120,8)	-	-	-	(120,8)	-	(120,8)
Augmentation de capital	1,6	7,1	(8,1)	-	-	-	0,6	-	0,6
Paiements fondés sur des actions	-	-	(0,4)	-	-	-	(0,4)	-	(0,4)
Cessions / (achats) d'actions propres	-	-	(1,1)	-	-	-	(1,1)	-	(1,1)
<b>Au 30 juin 2017 <sup>(1)</sup></b>	<b>1 516,1</b>	<b>1 568,3</b>	<b>1 265,1</b>	<b>67,0</b>	<b>(0,1)</b>	<b>(201,9)</b>	<b>4 214,7</b>	<b>3,0</b>	<b>4 217,7</b>
<b>Pour la période close le 30 juin 2018</b>									
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2018</b>	<b>1 516,7</b>	<b>1 559,2</b>	<b>1 287,5</b>	<b>(20,1)</b>	<b>2,6</b>	<b>(190,5)</b>	<b>4 155,4</b>	<b>2,2</b>	<b>4 157,6</b>
Résultat net	-	-	100,7	-	-	-	100,7	0,1	100,8
Autres éléments du résultat global	-	-	-	5,0	2,3	21,2	28,5	0,1	28,6
<b>Résultat global de la période</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>100,7</b>	<b>5,0</b>	<b>2,3</b>	<b>21,2</b>	<b>129,2</b>	<b>0,2</b>	<b>129,4</b>
Distribution de dividendes en numéraire	-	-	(126,9)	-	-	-	(126,9)	-	(126,9)
Augmentation de capital	2,8	4,2	(7,0)	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	2,2	-	-	-	2,2	-	2,2
Cessions / (achats) d'actions propres	-	-	(8,5)	-	-	-	(8,5)	-	(8,5)
<b>Au 30 juin 2018</b>	<b>1 519,5</b>	<b>1 563,4</b>	<b>1 248,0</b>	<b>(15,1)</b>	<b>4,9</b>	<b>(169,3)</b>	<b>4 151,3</b>	<b>2,4</b>	<b>4 153,7</b>

(1) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 2.2.1).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## Notes annexes (non auditées)

### 1. | INFORMATIONS GÉNÉRALES

La société Rexel a été créée le 16 décembre 2004. Ses actions sont admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris depuis le 4 avril 2007. Le groupe comprend Rexel et ses filiales (« le Groupe » ou « Rexel »).

L'activité du Groupe s'exerce principalement dans le secteur de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles. Il s'adresse à une variété étendue de clients et marchés dans le domaine de la construction, de l'industrie et des services. L'offre de produits comprend les équipements d'installation électrique, les conduits et câbles, les produits d'éclairage, de sécurité et communication et de génie climatique, l'outillage, ainsi que les produits blancs et bruns. Le Groupe exerce principalement son activité en Europe, en Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada) et dans la zone Asie-Pacifique (principalement en Chine, en Australie et en Nouvelle-Zélande).

### 2. | PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

#### 2.1 | Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés (désignés ci-après comme « les états financiers résumés ») couvrent la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2018 et ont été établis en conformité avec les International Financial Reporting Standards (IFRS), telles qu'adoptées par l'Union européenne. Ces états financiers résumés sont également conformes aux IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et applicables au 30 juin 2018. En particulier, les états financiers résumés ont été préparés conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. En application de celle-ci, seule une sélection de notes explicatives est incluse dans les présents états financiers résumés. Ces notes doivent être lues en complément des états financiers consolidés du Groupe établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 et inclus dans le document de référence enregistré par l'Autorité des Marchés Financiers le 4 avril 2018 sous le numéro D.18-0263.

Les normes IFRS 15 et IFRS 9 ont été appliquées pour la première fois en 2018. Les changements significatifs des principes et méthodes comptables sont décrits en note 2.2.1.

Le référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union européenne, peut être consulté sur le site internet de la Commission européenne ([https://ec.europa.eu/info/law/international-accounting-standards-regulation-ec-no-1606-2002/law-details\\_fr](https://ec.europa.eu/info/law/international-accounting-standards-regulation-ec-no-1606-2002/law-details_fr)).

Les présents états financiers résumés ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 30 juillet 2018.

#### 2.2 | Préparation des états financiers

Les états financiers résumés au 30 juin 2018 sont présentés en euros et toutes les valeurs sont arrondies au dixième de million le plus proche sauf indication contraire. Les totaux et sous-totaux présentés dans les états financiers consolidés sont calculés en milliers d'euros et arrondis ensuite au dixième de million le plus proche. Par conséquent, les montants peuvent ne pas s'additionner en raison des arrondis.

Les principes et méthodes comptables sont identiques à ceux appliqués au 31 décembre 2017 et décrits dans les notes aux états financiers consolidés établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, à l'exception des nouvelles normes et interprétations présentées en note 2.2.1.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction d'exercer des jugements, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un effet sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées régulièrement. L'effet des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes ultérieures affectées.



## 2.2.1 | Changements de méthode - amendements des normes IFRS

Le Groupe applique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 2.2.1.1) et IFRS 9 « Instruments financiers » (voir note 2.2.1.2).

D'autres nouveaux amendements, tels que des amendements à IFRS 2 « Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions » et l'interprétation IFRIC 22 « Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée », sont appliqués depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 mais n'ont pas eu d'effet significatif sur les états financiers du Groupe.

### 2.2.1.1. | IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients »

La norme IFRS 15 prévoit que le chiffre d'affaires soit reconnu pour le montant qui reflète les encaissements que la société s'attend à recevoir en échange de la livraison de biens ou services. Cette nouvelle norme sur le revenu remplace IAS 18 « Produits des activités ordinaires »,

Le Groupe a appliqué IFRS 15 selon la méthode rétrospective sans recourir aux mesures de simplification autorisées par la norme. L'effet cumulatif de la première application de la norme a été comptabilisé à la date initiale d'application (*i.e.* 1<sup>er</sup> janvier 2017). Par conséquent, l'information présentée pour l'année 2017 a été retraitée conformément aux exigences de la norme IFRS 15.

L'application de la norme IFRS 15 a eu un effet limité sur la comptabilisation du chiffre d'affaires. Au titre d'IAS 18, le Groupe comptabilisait le chiffre d'affaires lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens étaient transférés à l'acheteur, ce qui était généralement le cas lors de la livraison ou de l'expédition des produits. Selon la norme IFRS 15, le chiffre d'affaires est désormais reconnu au moment où le contrôle des marchandises est transféré à l'acquéreur, en l'occurrence lorsque la livraison ou l'expédition est effective.

L'adoption d'IFRS 15 s'est traduite par une baisse des capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2017 de 3,0 millions d'euros.

En base annuelle, les impacts de l'application de la norme IFRS 15 sur le compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ont été les suivants :

(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 décembre 2017		
	Publié	Ajustements <sup>(1)</sup>	IFRS 15 retraité <sup>(1)</sup>
Chiffre d'affaires	13 310,1	(7,1) <sup>(2)</sup>	13 303,0
Coût des ventes	(10 045,9)	25,0 <sup>(3)</sup>	(10 020,9)
<b>Marge brute</b>	<b>3 264,2</b>	<b>17,9</b>	<b>3 282,1</b>
Frais administratifs et commerciaux	(2 688,9)	(18,1) <sup>(4)</sup>	(2 707,0)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>322,3</b>	<b>(0,2)</b>	<b>322,1</b>
<b>Résultat net avant impôt</b>	<b>176,4</b>	<b>0,1</b>	<b>176,5</b>
Impôt sur le résultat	(71,5)	(0,4)	(71,9)
<b>Résultat net</b>	<b>104,9</b>	<b>(0,3)</b>	<b>104,7</b>

(1) Les ajustements IFRS 15 de l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels que publiés dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés du 31 mars 2018, ont été révisés suite à des informations complémentaires disponibles postérieurement à la date de transition, concernant les frais de port facturés aux clients (voir<sup>(4)</sup>).

(2) Selon IFRS 15, le chiffre d'affaires a été ajusté à la baisse de 7,1 millions d'euros, dont (24,2) millions d'euros relatifs aux ventes directes pour lesquelles le Groupe est réputé agir comme un agent (voir<sup>(3)</sup>) et à la hausse de 15,7 millions d'euros liés aux frais de port facturés aux clients et présentés antérieurement en diminution des frais administratifs et commerciaux (voir<sup>(4)</sup>).

- (3) Reflète principalement l'ajustement relatif aux ventes directes. Celles-ci correspondent aux accords avec les clients au terme desquels le Groupe mandate, sur la base d'un bon de commande du client adressé à Rexel, un fournisseur tiers pour expédier des produits chez le client sans que ceux-ci ne transitent par les entrepôts du Groupe. Les ventes directes représentent environ 20% du chiffre d'affaires de Rexel. Sur la base de l'analyse des risques et avantages définie par IAS18, le Groupe porte notamment le risque de crédit des créances attachées à ces ventes directes. Par conséquent, il agit comme principal et comptabilise la valeur brute de ces ventes en chiffre d'affaires. IFRS 15 évolue d'une approche fondée sur les risques et avantages à une approche fondée sur le transfert de contrôle. Dans la plupart des ventes directes, le Groupe est responsable vis-à-vis du client du traitement de sa commande et il en détermine le prix. Il obtient le contrôle des marchandises au moment où elles sont enlevées par le transporteur chez le fournisseur tiers mais ne transfère pas le contrôle avant qu'elles ne soient livrées dans l'entrepôt du client. Rexel porte le risque d'inventaire durant le transfert des marchandises et le risque de retour consécutif à la livraison. Dans un nombre limité de cas où ces conditions ne sont pas remplies, le Groupe est réputé agir comme un agent et comptabilise une commission représentant la différence entre le montant facturé au client et celui facturé par le fournisseur.
- (4) Reflète essentiellement le reclassement lié aux frais de port facturés aux clients, qui étaient antérieurement comptabilisés en réduction des coûts de transport classés dans les frais administratifs et commerciaux en application d'IAS 18. Ces services, considérés comme une obligation de performance de Rexel, sont désormais classés en chiffre d'affaires en application de la norme IFRS 15.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2017 et le trimestre clos le 30 juin 2017, les impacts de l'application de la norme IFRS 15 sur le compte de résultat consolidé sont présentés dans le tableau suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Trimestre clos le 31 mars 2017			Trimestre clos le 30 juin 2017		
	Publié	Ajustements <sup>(1)</sup>	IFRS 15 retraité <sup>(1)</sup>	Publié	Ajustements	IFRS 15 retraité
Chiffre d'affaires	3 323,1	(0,6)	3 322,4	3 342,8	(2,2)	3 340,6
Coût des ventes	(2 490,8)	5,3	(2 485,5)	(2 533,7)	6,4	(2 527,3)
<b>Marge brute</b>	<b>832,3</b>	<b>4,7</b>	<b>837,0</b>	<b>809,0</b>	<b>4,2</b>	<b>813,3</b>
Frais administratifs et commerciaux	(692,7)	(4,4)	(697,0)	(666,3)	(4,5)	(670,8)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>129,8</b>	<b>0,4</b>	<b>130,2</b>	<b>102,6</b>	<b>(0,3)</b>	<b>102,4</b>
<b>Résultat net avant impôt</b>	<b>96,1</b>	<b>0,5</b>	<b>96,6</b>	<b>73,1</b>	<b>(0,2)</b>	<b>72,9</b>
Impôt sur le résultat	(33,3)	(0,1)	(33,5)	(39,4)	0,1	(39,3)
<b>Résultat net</b>	<b>62,8</b>	<b>0,4</b>	<b>63,1</b>	<b>33,7</b>	<b>(0,1)</b>	<b>33,6</b>

- (1) Les ajustements IFRS 15 du trimestre clos le 31 mars 2017, tels que publiés dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés du 31 mars 2018, ont été révisés suite à l'obtention d'informations complémentaires disponibles postérieurement à la date de transition, concernant la facturation des frais de port aux clients.

Pour la période close le 30 juin 2017, les impacts de l'application de la norme IFRS 15 sur le compte de résultat consolidé sont présentés dans le tableau suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Pour la période close le 30 juin 2017		
	Publié	Ajustements	IFRS 15 retraité
Chiffre d'affaires	6 665,9	(2,9)	6 663,0
Coût des ventes	(5 024,6)	11,8	(5 012,8)
<b>Marge brute</b>	<b>1 641,3</b>	<b>8,9</b>	<b>1 650,2</b>
Frais administratifs et commerciaux	(1 359,0)	(8,8)	(1 367,8)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>232,4</b>	<b>0,1</b>	<b>232,5</b>
<b>Résultat net avant impôt</b>	<b>169,2</b>	<b>0,3</b>	<b>169,5</b>
Impôt sur le résultat	(72,7)	(0,0)	(72,8)
<b>Résultat net</b>	<b>96,4</b>	<b>0,3</b>	<b>96,7</b>

### 2.2.1.2. | IFRS 9 « Instruments financiers »

La norme IFRS 9, qui remplace la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », traite de la classification et de l'évaluation, ainsi que de la dépréciation et de la comptabilité de couverture des actifs et passifs financiers.

La norme IFRS 9 conserve pour une large part les principes de classement et d'évaluation des passifs financiers contenus dans la norme IAS 39. Cependant, elle supprime les anciennes catégories d'IAS 39 des actifs financiers : placements détenus jusqu'à leur échéance, créances et dettes émises par l'entreprise et actifs disponibles à la vente. Selon la norme IFRS 9, à la comptabilisation initiale, un actif financier est classé dans la catégorie coût amorti, juste valeur en capitaux propres « JVCAP » ou juste valeur en résultat « JVRES ». Les actifs financiers du Groupe sont essentiellement composés d'instruments dérivés, notamment des *swaps* de taux d'intérêt et des contrats de change à terme qualifiés de couverture ainsi que d'autres instruments dérivés de taux d'intérêt, de créances commerciales et de trésorerie et équivalents de trésorerie. Les créances commerciales et la trésorerie et équivalents de trésorerie sont évalués au coût amorti dès lors qu'ils sont détenus dans le but de percevoir les flux de trésorerie correspondant aux remboursements du principal et aux versements d'intérêts sur le principal restant dû. Les instruments dérivés désignés comme instruments de couverture des flux de trésorerie sont évalués à la JVCAP lors de la comptabilisation initiale tandis que les autres instruments dérivés sont évalués à la JVRES.

A l'exception des créances sans composante financière significative qui sont initialement évaluées au prix de transaction, les actifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur à laquelle s'ajoutent, hors les actifs à la JVRES, les coûts de transaction directement liés à son acquisition.

Les principes comptables suivants s'appliquent à l'évaluation ultérieure des actifs financiers :

- Actifs financiers au coût amorti

Ces actifs sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti est diminué du montant des dépréciations. Les produits d'intérêts, les pertes et gains de change, les dépréciations, ainsi que les pertes et profits liés à la décomptabilisation sont comptabilisés en résultat.

- Instruments dérivés actifs à la juste valeur en résultat (JVRES)

Ces actifs sont évalués à la juste valeur. Les profits et pertes incluant les produits d'intérêts sont comptabilisés en résultat.

- Instruments dérivés actifs à la juste valeur en capitaux propres (JVCAP)

Ces actifs sont évalués à la juste valeur. Les produits d'intérêts, les pertes et gains de change sont comptabilisés en résultat. Les autres pertes et profits sont comptabilisés dans les capitaux propres, en résultat global. Lors de la décomptabilisation, les pertes et gains accumulés en capitaux propres sont reclassés en résultat.

L'application des principes de classification et d'évaluation prévus par la norme IFRS 9 n'a pas eu d'impact significatif dans le bilan ou dans les capitaux propres du Groupe. Le tableau suivant présente les catégories d'évaluation initiales de la norme IAS 39 et les nouvelles catégories de la norme IFRS 9 pour chaque classe d'actifs financiers au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Il indique l'ajustement lié à la dépréciation des créances clients en fonction des pertes attendues sous IFRS 9 :

<i>(in millions of euros)</i>	Classification initiale selon IAS 39	Nouvelle classification selon IFRS 9	Valeur comptable initiale selon IAS 39	Nouvelle valeur comptable selon IFRS 9
<b>Actifs financiers</b>				
Instruments dérivés dans une relation de couverture.....	JV Rés.	JV Rés.	8,7	8,7
Instruments dérivés dans une relation de couverture.....	JV Cap.	JV Cap.	3,6	3,6
Autres instruments dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture.....	JV Rés.	JV Rés.	0,2	0,2
Prêts .....	Prêts et créances	Coût amorti	0,1	0,1
Dépôts .....	Prêts et créances	Coût amorti	25,2	25,2
<b>Actifs financiers non courants .....</b>			<b>37,8</b>	<b>37,8</b>
Créances clients .....	(1) Prêts et créances	Coût amorti	2 077,0	2 073,2
Rabais fournisseurs à recevoir .....	Prêts et créances	Coût amorti	348,6	348,6
Autres créances .....	Prêts et créances	Coût amorti	86,6	86,6
Instruments dérivés dans une relation de couverture.....	JV Cap.	JV Cap.	1,0	1,0
Autres instruments dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture.....	JV Rés.	JV Rés.	0,1	0,1
<b>Actifs financiers courants .....</b>			<b>2 513,3</b>	<b>2 509,5</b>
<b>Disponibilités .....</b>	Prêts et créances	Coût amorti	563,6	563,6
<b>Total des actifs financiers</b>			<b>3 114,7</b>	<b>3 110,9</b>

(1) Créances clients ajustées des pertes de crédit attendues selon IFRS 9

Juste valeur en résultat

JV Rés.

Juste valeur en capitaux propres

JV Cap.

Concernant la dépréciation des actifs financiers, et notamment la dépréciation des créances clients, le modèle préconisé par la norme IFRS 9 est fondé sur les pertes de crédit attendues, par opposition aux pertes de crédit reconnues en application d'IAS 39. Selon cette dernière, une dépréciation était constatée sur la base d'une matrice standard d'antériorité des créances échues au-delà de 30 jours. Au titre d'IFRS 9, le Groupe applique la méthode simplifiée et enregistre les pertes de crédit attendues sur les créances non échues et celles échues depuis moins de 30 jours sur la base du ratio pertes de crédit constatées sur ventes appliqué. L'application de cette nouvelle méthode de dépréciation a eu pour effet de diminuer les capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2017 de 3,0 millions d'euros. Il n'y a pas eu d'effet sur le compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017, ni sur celui du semestre clos le 30 juin 2017.

Concernant la comptabilité de couverture, l'ensemble des relations de couverture existantes considérées efficaces sous IAS 39 restent qualifiées en comptabilité de couverture sous IFRS 9. En effet, les principes généraux de comptabilisation des instruments éligibles ne sont pas modifiés par IFRS 9. En conséquence, la mise en application des obligations de comptabilité de couverture d'IFRS 9 n'a pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

### **2.2.2 | Nouvelles normes et interprétations d'application ultérieure approuvées par l'Union européenne**

Les normes suivantes ont été publiées par l'IASB et ont été approuvées par l'Union européenne mais ne sont pas encore applicables :

- Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié une nouvelle norme IFRS 16 « Contrats de location » qui représente une évolution majeure dans la comptabilisation des contrats de location. La norme prévoit un modèle unique de comptabilisation chez le preneur qui nécessite de reconnaître les actifs et passifs pour tous les contrats de location à l'exception de ceux d'une durée inférieure à 12 mois ou ceux dont l'actif sous-jacent est de faible valeur. A la prise d'effet d'un contrat de location, le preneur constate une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers et un actif représentant le droit d'utilisation de l'actif loué pendant la durée du contrat. Pendant cette durée, il doit présenter séparément la charge d'intérêts relative à la dette de loyers de la charge d'amortissement du droit d'utilisation. Si un événement particulier survient (i.e. révision de la durée du contrat, changement des loyers variables basés sur un taux ou un index), le preneur doit réévaluer la dette en contrepartie du droit d'utilisation constaté à l'actif. IFRS 16 est applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 et autorise les preneurs à choisir entre la méthode rétrospective et l'approche rétrospective simplifiée.

Cette nouvelle norme devrait avoir un effet significatif sur la situation financière de Rexel et sa performance, dès lors que le Groupe a conclu des contrats de location pour la plupart des sites de son réseau d'agences commerciales, de ses centres logistiques et de ses bâtiments administratifs. Le Groupe a entrepris le recensement des contrats de locations des entités du périmètre et l'évaluation des actifs et passifs correspondants. Par ailleurs, Rexel a retenu un logiciel de traitement des contrats de location en conformité avec les spécifications d'IFRS 16. Sa mise en œuvre devrait être effective dès 2019. Lors de la première application, le Groupe n'a pas encore choisi s'il appliquerait la méthode rétrospective ou l'approche rétrospective simplifiée, qui consiste à reconnaître l'effet cumulé à la date de la première application au 1<sup>er</sup> janvier 2019, sans information comparative pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

- Le 12 octobre 2017, l'IASB a publié un amendement à la norme IFRS 9 intitulé « Caractéristiques de remboursement anticipé avec rémunération négative » pour autoriser la méthode du coût amorti en cas d'instruments contenant une clause de paiement anticipé lorsque l'exercice de celle-ci entraîne un remboursement inférieur à la somme du principal et des intérêts (ou en juste valeur par le résultat global en fonction du business model). Cet amendement est applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

### **2.2.3 | Normes et interprétations publiées par l'IASB et par le Comité d'Interprétation des normes internationales d'Information Financière (IFRIC) et non encore approuvées par l'Union européenne**

Les normes et interprétations suivantes ont été publiées par l'IASB et par l'IFRIC, mais ne sont pas encore approuvées par l'Union européenne. Leur effet éventuel sur le Groupe est en cours d'analyse :

- Le 7 juin 2017, le Comité d'Interprétation de la Fondation IFRS a publié l'interprétation IFRIC 23 « Incertitudes relatives aux traitements fiscaux ». Cette interprétation clarifie l'application d'IAS 12 « Impôts sur le résultat » concernant la comptabilisation et l'évaluation, lorsqu'une incertitude existe sur le traitement de l'impôt sur le résultat. Elle précise particulièrement :
  - si le traitement de l'incertitude fiscale doit s'effectuer de façon globale ou séparée ;
  - les hypothèses à retenir relatives à l'examen des traitements fiscaux par les administrations fiscales ;
  - comment une entité détermine le bénéfice imposable (la perte fiscale), les bases d'imposition, les déficits reportables, les crédits d'impôt non utilisés et les taux d'imposition ;
  - qu'une entité doit réévaluer ses jugements et ses estimations en cas de changement dans les faits et circonstances.

IFRIC 23 est applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, avec une application anticipée possible.

- Le 12 décembre 2017, l'IASB a publié le cycle d'amélioration des normes IFRS 2015-2017, contenant quelques amendements aux IFRS et notamment :
  - IAS 12 « Impôts sur le résultat » : les amendements indiquent que les conséquences fiscales des distributions de dividendes doivent être reconnues dans le compte de résultat quelle que soit l'origine de l'impôt sur les distributions.
  - IAS 23 « Coûts d'emprunt » : les amendements précisent que si un emprunt demeure après que l'actif y afférent soit disponible pour son utilisation prévue ou sa cession, alors cet emprunt est considéré comme partie des ressources générales affectées au calcul du taux de capitalisation des emprunts.

Ces amendements sont applicables pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

### 3. | INFORMATION SECTORIELLE

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les secteurs opérationnels sont déterminés sur la base de l'information mise à disposition de la direction pour analyser les résultats de l'activité du Groupe. La structure de cette information est organisée par zone géographique selon l'organisation interne du Groupe.

Selon cette organisation, les secteurs opérationnels présentés sont les suivants : l'Europe, l'Amérique du Nord et la zone Asie-Pacifique.

Le reporting financier du Groupe est revu mensuellement par le Directeur Général agissant en tant que principal décideur opérationnel.

Informations par secteur géographique pour les trimestres clos les 30 juin 2018 et 2017 et pour les périodes closes les 30 juin 2018 et 2017

2018 (en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie-Pacifique	Total des secteurs opérationnels	Holdings et autres éléments de réconciliation	Total consolidé
<b>Trimestre clos le 30 juin</b>						
Chiffre d'affaires hors groupe.....	1 858,6	1 205,0	310,0	<b>3 373,6</b>	-	<b>3 373,6</b>
EBITA <sup>(1)</sup> .....	107,2	54,5	6,3	<b>167,9</b>	(6,4)	<b>161,5</b>
<b>2017 <sup>(2)</sup> (en millions d'euros)</b>						
<b>Trimestre clos le 30 juin</b>						
Chiffre d'affaires hors groupe.....	1 797,4	1 210,1	333,1	<b>3 340,6</b>	-	<b>3 340,6</b>
EBITA <sup>(1)</sup> .....	100,9	47,1	2,9	<b>150,9</b>	(3,6)	<b>147,3</b>
Dépréciation du goodwill .....	(12,8)	-	-	<b>(12,8)</b>	-	<b>(12,8)</b>
<b>2018 (en millions d'euros)</b>						
<b>Période close le 30 juin</b>						
Chiffre d'affaires hors groupe.....	3 681,0	2 280,6	594,1	<b>6 555,8</b>	-	<b>6 555,8</b>
EBITA <sup>(1)</sup> .....	204,9	85,4	9,9	<b>300,2</b>	(13,2)	<b>287,0</b>
<b>Au 30 juin</b>						
Besoin en fonds de roulement .....	776,5	700,6	156,3	<b>1 633,4</b>	(132,2)	<b>1 501,2</b>
Goodwill .....	2 375,1	1 395,3	142,3	<b>3 912,7</b>	-	<b>3 912,7</b>
<b>2017 <sup>(2)</sup> (en millions d'euros)</b>						
<b>Période close le 30 juin</b>						
Chiffre d'affaires hors groupe.....	3 623,7	2 400,7	638,6	<b>6 663,0</b>	-	<b>6 663,0</b>
EBITA <sup>(1)</sup> .....	213,2	83,2	1,5	<b>297,9</b>	(5,8)	<b>292,1</b>
Dépréciation du goodwill .....	(12,8)	-	-	<b>(12,8)</b>	-	<b>(12,8)</b>
<b>Au 31 décembre</b>						
Besoin en fonds de roulement .....	668,7	616,9	121,3	<b>1 406,9</b>	(36,9)	<b>1 369,9</b>
Goodwill .....	2 377,4	1 380,4	157,1	<b>3 914,9</b>	-	<b>3 914,9</b>

(1) L'EBITA est défini comme le résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises et avant les autres produits & autres charges.

(2) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 2.2.1).

La réconciliation de l'EBITA avec le résultat net avant impôt du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Trimestre clos le 30 juin		Période close le 30 juin	
	2018	2017 <sup>(1)</sup>	2018	2017 <sup>(1)</sup>
<b>EBITA</b> .....	<b>161,5</b>	<b>147,3</b>	<b>287,0</b>	<b>292,1</b>
Amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises .....	(3,9)	(4,8)	(8,3)	(9,7)
Autres produits et autres charges .....	(53,3)	(40,1)	(60,7)	(49,9)
Charges financières nettes .....	(25,3)	(29,5)	(50,2)	(63,1)
<b>Résultat net avant impôt</b> .....	<b>79,1</b>	<b>72,9</b>	<b>167,7</b>	<b>169,4</b>

<sup>(1)</sup> Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 2.2.1).

La réconciliation du total des actifs et passifs alloués avec le total des actifs du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin	Au 31 décembre
	2018	2017 <sup>(1)</sup>
Besoin en fonds de roulement .....	1 501,2	1 369,9
Goodwill .....	3 912,7	3 914,9
<b>Total des actifs et passifs alloués</b> .....	<b>5 413,8</b>	<b>5 284,8</b>
Passifs inclus dans le besoin en fonds de roulement .....	2 911,9	2 759,9
Intérêts courus à recevoir .....	1,3	1,0
Autres actifs non courants .....	1 357,2	1 359,7
Actifs d'impôt différé .....	57,3	96,6
Créances d'impôt courant .....	22,1	48,1
Instruments dérivés .....	0,8	1,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie .....	452,7	563,6
<b>Total des actifs du Groupe</b> .....	<b>10 217,1</b>	<b>10 114,9</b>

<sup>(1)</sup> Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 2.2.1).

## 4. | FRAIS ADMINISTRATIFS ET COMMERCIAUX

<i>(en millions d'euros)</i>	Période close le 30 juin	
	2018	2017 <sup>(1)</sup>
Charges de personnel .....	816,4	826,0
Charges d'occupation des locaux .....	136,3	139,1
Autres charges externes .....	326,0	330,4
Amortissements .....	48,5	49,5
Amortissements des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises .....	8,3	9,7
Créances irrécouvrables .....	12,7	13,1
<b>Total des frais administratifs et commerciaux</b> .....	<b>1 348,2</b>	<b>1 367,8</b>

<sup>(1)</sup> Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 2.2.1).

## 5. | AUTRES PRODUITS ET AUTRES CHARGES

(en millions d'euros)	Période close le 30 juin	
	2018	2017
Plus-values de cession d'immobilisations corporelles ..... (1)	3,1	0,1
Reprise de provisions non utilisées .....	0,7	0,3
Gains sur compléments de prix .....	0,3	2,0
Autres produits opérationnels .....	0,5	1,5
<b>Total des autres produits .....</b>	<b>4,7</b>	<b>4,0</b>
Charges de restructuration ..... (2)	(59,5)	(13,9)
Fermeture de l'activité pétrolière et gazière en Thaïlande..... (3)	-	(9,1)
Perte de cession de l'activité pétrolière et gazière à Singapour..... (4)	-	(11,3)
Moins-values de cession d'immobilisations .....	(0,4)	(2,3)
Dépréciation des immobilisations corporelles .....	(0,4)	-
Dépréciation du <i>goodwill</i> ..... (5)	-	(12,8)
Frais connexes aux acquisitions dans le cadre des regroupements d'entreprises .....	-	(0,1)
Autres charges opérationnelles .....	(5,1)	(4,4)
<b>Total des autres charges .....</b>	<b>(65,4)</b>	<b>(53,9)</b>

- (1) Dont 1,8 million d'euros de plus-value, pour la période close le 30 juin 2018, dans le cadre de la cession de l'activité automatismes industriels Rockwell en Australie.
- (2) Coûts liés principalement aux plans de restructuration en Allemagne et en Espagne pour la période close le 30 juin 2018. Ces plans de restructuration comprennent la fermeture d'agences, la réorganisation logistique et la réduction des effectifs des sièges sociaux de ces pays.
- (3) Fermeture de l'activité pétrolière et gazière en Thaïlande consécutive au déclin du marché. Les coûts de liquidation concernent essentiellement des dépréciations d'actifs (incluant le *goodwill*).
- (4) Perte de cession liée à la vente de Lenn International Pte Ltd, un distributeur de câbles basé à Singapour.
- (5) Dépréciation du *goodwill* de la Finlande.

## 6. | CHARGES FINANCIÈRES NETTES

(en millions d'euros)	Période close le 30 juin	
	2018	2017 <sup>(1)</sup>
Produits d'intérêts sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie .....	0,7	-
Produits d'intérêts sur les créances et prêts .....	0,9	0,8
<b>Total des produits financiers .....</b>	<b>1,6</b>	<b>0,8</b>
Charges d'intérêt sur la dette (comptabilisée au coût amorti).....	(40,2)	(48,7)
Produit (charge) d'intérêt sur les dérivés de taux d'intérêt.....	3,3	1,5
Variation de juste valeur des instruments dérivés de taux par le résultat .....	(1,9)	0,6
<b>Coût de l'endettement financier .....</b>	<b>(38,8)</b>	<b>(46,6)</b>
<b>Frais financiers liés aux opérations de remboursement .....</b>	<b>-</b>	<b>(6,3)</b> (2)
Gain / (perte) de change .....	0,6	(9,6)
Variation de juste valeur des instruments dérivés de change par le résulta	0,3	10,8
Résultat de change net.....	0,9	1,1
Charge nette sur engagements au titre des avantages du personnel .....	(4,2)	(4,9)
Charges financières diverses .....	(9,7)	(7,2)
<b>Autres charges financières .....</b>	<b>(13,0)</b>	<b>(10,9)</b>
<b>Charges financières nettes .....</b>	<b>(50,2)</b>	<b>(63,1)</b>

- (1) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 2.2.1).
- (2) Relatifs au remboursement anticipé des obligations d'un montant de 330 millions de dollars américains au taux de 5,250% à échéance initiale en 2020.



## 7. | IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôt sur le résultat au titre d'une période intermédiaire est calculée sur la base du taux d'impôt sur le résultat qui serait applicable au résultat total de l'exercice, c'est-à-dire en appliquant au résultat avant impôt de la période intermédiaire le taux effectif moyen attendu pour l'exercice 2018. Le taux effectif d'impôt, pour la période close le 30 juin 2018, s'établit à 39,9% comparé à 43,0% pour la période close le 30 juin 2017.

## 8. | DIVIDENDES

L'Assemblée générale du 24 mai 2018 a approuvé la distribution d'un dividende en numéraire de 0,42 euro par action. Les dividendes ont été payés le 6 juillet 2018.

	Période close le 30 juin	
	2018	2017
Dividende par action attribué aux actions ordinaires.....	0,42 €	0,40 €
<b>Dividendes versés (en millions d'euros) .....</b>	<b>126,9</b>	<b>120,8</b>
<i>dont: - dividendes payés en numéraire .....</i>	<i>126,9</i>	<i>120,8</i>
<i>- dividendes payés par émission d'actions .....</i>	<i>-</i>	<i>-</i>

## 9. | RÉSULTATS PAR ACTION

Les informations sur les résultats et le nombre d'actions ayant servi au calcul du résultat de base et du résultat dilué sont présentées ci-dessous :

	Période close le 30 juin	
	2018	2017 <sup>(2)</sup>
<b>Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en millions d'euros) .....</b>	<b>100,7</b>	<b>98,4</b>
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers) .....	301 883	301 645
Actions potentielles non dilutives (en milliers) .....	415	832
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ajusté des actions potentielles non dilutives (en milliers) .....</b>	<b>302 299</b>	<b>302 477</b>
<b>Résultat net par action (en euros) .....</b>	<b>0,33</b>	<b>0,33</b>
Actions potentielles dilutives (en milliers) .....	494	427
- dont options de souscription d'actions (en milliers) .....	-	-
- dont actions attribuées gratuitement (en milliers) .....	494	427
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ajusté des actions potentielles dilutives (en milliers) .....</b>	<b>302 793</b>	<b>302 904</b>
<b>Résultat net dilué par action (en euros) .....</b>	<b>0,33</b>	<b>0,32</b>

(1) Le nombre d'actions potentielles dilutives ne tient pas compte des actions attribuées gratuitement dont l'attribution est soumise à des conditions de performance ou de marché non encore réalisées à la date de clôture.

(2) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 2.2.1).

## 10. | PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS

Le 24 mai 2018, Rexel a mis en place trois plans d'attribution gratuite d'actions en faveur de ses cadres dirigeants pour un nombre maximum de 1 900 032 actions. Au titre de ces plans, les bénéficiaires sont éligibles à recevoir des actions Rexel à l'issue d'une période de trois ans après la date d'attribution (25 mai 2021), cessibles immédiatement après leur remise aux bénéficiaires.

La remise effective de ces actions est soumise au respect de conditions de présence, de performance et de marché telles que présentées dans le tableau suivant :

Plan	3+0 Plan d'attribution d'actions de performance	3+0 Plan d'attribution d'actions de présence et de performance	3+0 Plan d'attribution d'actions de présence	Total
<b>Conditions d'acquisition</b>	Présence au 3ème anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur :  (i) la moyenne annuelle des taux de croissance de l'EBITA 2017-2020 (ii) la moyenne annuelle des taux de croissance des ventes 2017-2020 (iii) la moyenne entre les années 2018,2019 et 2020 du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts sur EBITDA (iv) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à ses pairs	Pour un nombre défini d'actions, présence au 3ème anniversaire de la mise en place du plan sans conditions de performance et pour les actions restantes, conditions également basées sur :	Présence au 3ème anniversaire de la mise en place du plan sans conditions de performance	
Date de livraison des actions du plan	25 mai 2021	25 mai 2021	25 mai 2021	
Juste valeur des actions à la date d'octroi du 24 mai 2018	10,52	10,88	11,50	10,71
Nombre maximum d'actions attribuées au 24 mai 2018	1 007 625	822 907	69 500	1 900 032

La juste valeur des actions attribuées a été déterminée selon un modèle Monte Carlo, qui simule l'évolution du cours de bourse de Rexel et des sociétés de l'échantillon sur trois ans. L'effet relatif aux restrictions de dividendes attachées à ces actions jusqu'à leur remise aux bénéficiaires a été déduit de la juste valeur.

## 11. | AVANTAGES DU PERSONNEL

Au 30 juin 2018, l'évaluation des régimes à prestations définies les plus importants ont été actualisés. Ils concernent les plans de retraite au Canada, en Suisse et au Royaume-Uni. Les écarts actuariels ont été estimés sur la base d'une analyse de la sensibilité des taux d'actualisation et des écarts entre le rendement réel et prévisionnel des fonds investis dans les plans de retraite.

Pour la période close le 30 juin 2018, le gain actuariel avant impôt constaté dans le résultat global s'élève à 22,7 millions d'euros (comparé à une perte de 16,3 millions d'euros au titre de la période close le 30 juin 2017). Ce gain résulte principalement de la hausse des taux d'actualisation au 30 juin 2018 par rapport aux taux utilisés au 31 décembre 2017, telle que présentée dans le tableau ci-dessous.

Taux d'actualisation (en %)	Au 30 juin 2018	Au 31 décembre 2017	Au 30 juin 2017
Royaume-Uni	2,75	2,50	2,50
Canada	3,50	3,25	3,25
Suisse	0,75	0,50	0,50

## 12. | ENDETTEMENT FINANCIER

Cette note présente des informations sur l'endettement financier au 30 juin 2018. L'endettement financier inclut les dettes auprès d'établissements financiers portant intérêt, les emprunts et intérêts courus nets des coûts de transaction.

### 12.1 | Endettement financier net

Au 30 juin 2018, l'endettement financier net consolidé de Rexel s'élève à 2 112,4 millions d'euros et s'analyse ainsi :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2018			Au 31 décembre 2017		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Obligations senior .....	-	1 451,5	1 451,5	-	1 446,6	1 446,6
Titrisation .....	113,4	843,8	957,2	-	1 007,6	1 007,6
Emprunts auprès des établissements de crédit .....	12,4	1,3	13,8	12,1	1,8	13,9
Billets de trésorerie .....	48,0	-	48,0	41,7	-	41,7
Concours bancaires et autres emprunts .....	105,6	-	105,6	100,6	-	100,6
Location financement .....	6,0	12,8	18,8	6,2	14,3	20,5
Intérêts courus ..... (1)	4,7	-	4,7	6,3	-	6,3
Moins coûts de transaction .....	(4,4)	(18,4)	(22,8)	(5,1)	(19,7)	(24,7)
<b>Total dettes financières et intérêts courus .....</b>	<b>285,7</b>	<b>2 291,0</b>	<b>2 576,7</b>	<b>161,8</b>	<b>2 450,5</b>	<b>2 612,3</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie .....			(452,7)			(563,6)
Intérêts courus à recevoir .....			(1,3)			(1,0)
Dérivés de couverture adossés à la dette financière.....			(10,2)			(6,5)
<b>Endettement financier net</b>			<b>2 112,4</b>			<b>2 041,2</b>

(1) Dont 1,8 million d'euros d'intérêts courus sur les obligations au 30 juin 2018 (2,5 millions d'euros au 31 décembre 2017).

#### 12.1.1 | Obligations

Au 30 juin 2018, la valeur comptable des obligations se détaille comme suit :

	Au 30 juin 2018				Au 31 décembre 2017			
	Nominal (en millions de devises)	Nominal (en millions d'euros)	Ajuste- ments de juste valeur (1)	Total	Nominal (en millions de devises)	Nominal (en millions d'euros)	Ajuste- ments de juste valeur (1)	Total
Obligations portant intérêt à 3,500% et remboursables en 2023	EUR 650,0	650,0	0,4	650,4	EUR 650,0	650,0	0,1	650,1
Obligations portant intérêt à 2,625% et remboursables en 2024	EUR 300,0	300,0	0,7	300,7	EUR 300,0	300,0	(1,2)	298,8
Obligations portant intérêt à 2,125% et remboursables en 2025	EUR 500,0	500,0	0,4	500,4	EUR 500,0	500,0	(2,4)	497,6
<b>TOTAL</b>		1 450,0	1,5	1 451,5		1 450,0	(3,4)	1 446,6

(1) Ajustement pour traduire les variations du taux d'intérêt sur une partie des obligations couvertes par des instruments dérivés de couverture de juste valeur (voir note 13).

### 12.1.2 | Programmes de titrisation des créances commerciales

Rexel gère plusieurs programmes de cession de créances commerciales, présentés dans le tableau ci-dessous, lui permettant d'obtenir des financements à un coût moindre que celui des emprunts obligataires ou bancaires.

Les spécificités des programmes de cession de créances du Groupe varient selon les pays considérés. Les filiales concernées restent en charge du recouvrement des créances après leur cession. Ces créances sont cédées à des entités « *ad hoc* », fonctionnant sans aucune intervention des filiales. Les entités « *ad hoc* » obtiennent le financement nécessaire à l'achat de celles-ci notamment par l'émission d'instruments de dette à court terme, comme des billets de trésorerie français ou du *commercial paper* américain ou canadien, notés par des agences de notation.

Ces programmes imposent le respect de certaines obligations contractuelles relatives à la qualité du portefeuille de créances commerciales, notamment en ce qui concerne le ratio de dilution (créances ayant fait l'objet d'un avoir par rapport au montant total des créances commerciales éligibles), des ratios de défauts et d'arriérés (ratios relatifs respectivement au rapport entre les créances commerciales arriérées ou douteuses et les créances commerciales éligibles). Au 30 juin 2018, toutes les obligations contractuelles au titre des programmes de cession de créances commerciales sont satisfaites. Ces programmes sont permanents et ne subissent aucun effet de saisonnalité autre que celui relatif à l'activité courante.

Les principales informations de ces programmes de titrisation, incluant le programme hors bilan, sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Programme	Encours maximum autorisé	Montant des créances cédées au 30 juin 2018	Sommes tirées au 30 juin 2018	Solde dû		Échéance
				au 30 juin 2018	au 31 décembre 2017	
(en millions de devises)				(en millions d'euros)		
Europe - Australie	375,0 EUR	428,4 EUR	330,4 EUR	330,4	376,0	16/12/2020
Europe	309,0 EUR	390,6 EUR	264,7 EUR	264,7	288,3	20/11/2019
Etats-Unis	515,0 USD	687,7 USD	515,0 USD	441,7	410,1	20/12/2019
Canada	175,0 CAD	241,1 CAD	175,0 CAD	113,4	116,4	18/01/2019
<b>TOTAL</b>				<b>1 150,1</b>	<b>1 190,8</b>	
<b>dont :</b>						
	- Dette enregistrée au bilan :			957,2	1 007,6	
	- Financement hors bilan :			193,0	183,3	

Ces programmes de cession de créances portent intérêt à taux variables majorés d'une marge spécifique à chaque programme.

Au 30 juin 2018, l'encours maximum autorisé dans le cadre de ces programmes de titrisation s'élève à 1 239,0 millions d'euros et est utilisé à hauteur de 1 150,1 millions d'euros. La trésorerie encaissée dans le cadre de ces programmes et relative à des créances décomptabilisées mais non transférées à l'acheteur au 30 juin 2018 a été comptabilisée en dettes financières pour un montant de 29,5 millions d'euros (33,2 millions d'euros au 31 décembre 2017).

#### 12.1.3| Billets à ordre

Afin d'optimiser son risque de crédit en Chine, le Groupe escompte sans recours auprès de divers établissements financiers des billets à ordre non échus émis par des banques (*Bank Acceptance Drafts*). Les billets à ordre sont reçus des clients en règlement de créances commerciales. Rexel transfère les risques et avantages lors de l'escompte des billets à ordre. Au 30 juin 2018, les billets à ordre escomptés non échus ont été décomptabilisés du bilan pour un montant de 48,2 millions d'euros (55,9 millions d'euros au 31 décembre 2017).

#### 12.1.4| Contrats d'affacturage

En complément de ses programmes de titrisation de créances commerciales, Rexel a recours à des contrats d'affacturage en France et en Belgique, au terme desquels Rexel cède des créances commerciales au factor en contrepartie de trésorerie pour un financement maximum de 95 millions d'euros. Au titre de ces contrats, le Groupe transfère le risque de crédit, le risque de retard de paiement au factor mais reste responsable du recouvrement de la créance pour le compte du factor.

Au 30 juin 2018, Rexel a décomptabilisé les créances commerciales cédées au factor pour un montant de 82,5 millions d'euros (73,2 millions d'euros au 31 décembre 2017). La trésorerie encaissée pour le compte du

factor relative aux créances transférées a été comptabilisée en dettes financières pour un montant de 26,7 millions d'euros au 30 juin 2018 (25,6 millions d'euros au 31 décembre 2017).

### 12.1.5| Billets de trésorerie

Rexel a lancé un programme de billets de trésorerie de 300 millions d'euros, dont l'échéance varie d'un à trois mois en fonction du type de billet de trésorerie émis, dans le but de diversifier le portefeuille d'investisseurs et d'optimiser les coûts de financement.

Au 30 juin 2018, le montant des billets de trésorerie émis s'élève à 48,0 millions d'euros (41,7 millions d'euros au 31 décembre 2017).

## 12.2 | Variation de l'endettement net

Aux 30 juin 2018 et 2017, la variation de l'endettement financier net se présente comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Période close le 30 juin	
	2018	2017
<b>Au 1er janvier</b> .....	<b>2 041,2</b>	<b>2 172,6</b>
Emission d'emprunts obligataires nette des coûts de transactions.....	-	295,8
Remboursement d'obligations .....	-	(302,3)
Coûts de transaction.....	(1,3)	-
Variation nette des facilités de crédit, des billets de trésorerie et autres dettes financières .....	8,4	80,0
<b>Variation nette des lignes de crédit</b> .....	<b>7,0</b>	<b>73,5</b>
Variation nette des financements reçus au titre des programmes de titrisation.....	(52,3)	(59,5)
Variation des dettes au titre des contrats de location-financement	(1,7)	(2,4)
<b>Variation nette des dettes financières</b> .....	<b>(46,9)</b>	<b>11,5</b>
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie .....	103,7	176,1
Effet de la variation des taux de change sur l'endettement net .....	9,7	(63,9)
Amortissement des coûts de transaction.....	2,2	3,0
Frais financiers non récurrents liés aux opérations de refinancement.....	1,1	6,3
Autres variations .....	1,6	1,0
<b>Au 30 juin</b> .....	<b>2 112,4</b>	<b>2 306,7</b>

## 12.3 | Risque de liquidité

La politique poursuivie par le Groupe pour gérer ses liquidités consiste à s'assurer qu'il y aura un montant suffisant de liquidités pour payer les dettes à leur échéance. Le Groupe vise à maintenir le niveau de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, ainsi que celui des facilités de crédit disponibles, à un montant suffisant pour couvrir les décaissements relatifs aux dettes financières à un horizon de 12 mois.

L'échéancier des remboursements contractuels des dettes financières, en capital, est le suivant :

	(en millions d'euros)	
	Au 30 juin 2018	Au 31 décembre 2017
<b>Echéances :</b>		
Un an .....	290,1	166,9
Deux ans .....	517,5	638,2
Trois ans .....	333,2	379,4
Quatre ans .....	1,7	1,7
Cinq ans .....	651,5	0,8
Au-delà.....	805,3	1 450,2
<b>Sous-total dette financière avant coûts de transaction .....</b>	<b>2 599,5</b>	<b>2 637,1</b>
Coûts de transaction .....	(22,8)	(24,7)
<b>Dette financière .....</b>	<b>2 576,7</b>	<b>2 612,3</b>

Les obligations émises en mai 2016 pour un montant de 650 millions d'euros sont à échéance en juin 2023, celles émises en mars 2017 pour un montant de 300 millions d'euros sont à échéance en juin 2024 et celles émises en novembre 2017 d'un montant de 500 millions d'euros sont à échéance en juin 2025.

Conformément à un amendement signé le 31 janvier 2018, l'échéance du contrat de Crédit Senior a été prorogée jusqu'en janvier 2023 (voir note 22.1.1 des états financiers consolidés au 31 décembre 2017). Le contrat de Crédit Senior offre une ligne de crédit multidevises renouvelable d'un montant total de 850 millions d'euros, qui peut également être utilisée au moyen de tirages au jour le jour jusqu'à hauteur d'un montant de 137,8 millions d'euros. Au 30 juin 2018, cette ligne de crédit n'est pas utilisée.

Le 26 juin 2017, Rexel a prorogé de trois ans la date d'échéance de la ligne de crédit de 40 millions de dollars américains avec Wells Fargo Bank International, la portant au 26 juin 2020. Au 30 juin 2018, cette ligne de crédit n'était pas utilisée.

Enfin, les programmes de titrisation arrivent à échéance en 2019 et 2020. Le financement résultant de ces programmes dépend directement du montant et de la qualité du portefeuille de créances cédées. Dans l'hypothèse où les entités concernées ne respecteraient pas certains engagements, ces programmes de titrisation pourraient faire l'objet d'une résiliation anticipée, ce qui aurait un effet défavorable sur la situation financière du Groupe et sa liquidité. Par ailleurs, dans l'hypothèse où les entités *ad hoc* ne seraient plus en mesure d'émettre des instruments de dette (billets de trésorerie) dans des conditions équivalentes à celles pratiquées à ce jour, la liquidité et la situation financière du Groupe pourraient être affectées.

Les dettes fournisseurs s'élèvent à 2 097,3 millions d'euros au 30 juin 2018 (2 034,8 millions d'euros au 31 décembre 2017) et sont exigibles à moins d'un an.

Le montant des liquidités du Groupe est passé de 1 304,7 millions d'euros au 31 décembre 2017 à 1 183,4 millions d'euros présentant un excédent de 893,3 millions d'euros comparé au montant de 290,1 millions d'euros de dettes exigibles à l'horizon de 12 mois.

	(en millions d'euros)	
	Au 30 juin 2018	Au 31 décembre 2017 <sup>(1)</sup>
Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	452,7	563,6
Concours bancaires.....	(105,6)	(100,6)
Billets de trésorerie.....	(48,0)	(41,7)
Contrat de crédit senior non tiré.....	850,0	850,0
Lignes Bilatérales.....	34,3	33,4
<b>Liquidité.....</b>	<b>1 183,4</b>	<b>1 304,7</b>

<sup>(1)</sup> Prend en compte les conséquences de l'avenant au contrat de Crédit Senior signé le 31 janvier 2018.

## 13. | JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Au 30 juin 2018, le Groupe détient différentes catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur, qui sont présentées dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2018		Au 31 décembre 2017		
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Hiérarchie IFRS13
<b>Actifs financiers</b>					
Instruments dérivés dans une relation de couverture .....	18,3	18,3	13,3	13,3	Niveau 2
Autres instruments dérivés .....	0,3	0,3	0,3	0,3	Niveau 2
<b>Passifs financiers</b>					
Obligations senior .....	1 451,5	1 443,9	1 446,6	1 481,4	Niveau 1
Instruments dérivés dans une relation de couverture .....	0,9	0,9	1,7	1,7	Niveau 2
Autres instruments dérivés .....	0,3	0,3	1,2	1,2	Niveau 2

### Hiérarchie IFRS

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est soit reconnue, soit donnée en information sont classés dans des catégories selon une hiérarchie de juste valeur, telle qu'elle est décrite ci-dessous, fondée sur la donnée du plus bas niveau qui est significative pour la juste valeur prise dans son ensemble :

- Niveau 1 : prix cotés (non ajustés) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques
- Niveau 2 : techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée au niveau le plus fin, qui est significative pour la détermination de la juste valeur, est observable directement ou indirectement)
- Niveau 3 : techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée au niveau le plus fin, qui est significative pour la détermination de la juste valeur, n'est pas observable)

### Techniques d'évaluation

Les contrats de couverture de risque de change sont évalués en fonction des taux de change spot observables, des courbes de rendement des devises concernées, ainsi que des écarts de change entre les devises concernées.

Les *swaps* de taux d'intérêt sont évalués selon les techniques d'évaluation fondées sur les courbes de rendement de taux d'intérêt observables. Le Groupe intègre également le risque de contrepartie pour les instruments dérivés actifs ou le risque propre du Groupe pour les instruments dérivés passifs.

## 14. | SAISONNALITÉ

Malgré un faible degré de saisonnalité du chiffre d'affaires, les variations du besoin en fonds de roulement entraînent une saisonnalité des flux de trésorerie. En règle générale, l'EBITA et les flux de trésorerie générés par le Groupe sont plus élevés au quatrième trimestre par rapport aux trois premiers trimestres.

## 15. | LITIGES

Pour la période close le 30 juin 2018, il n'y a pas eu d'évolution concernant les litiges présentés dans les états financiers au 31 décembre 2017 pouvant avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de Rexel.

## 16. | EVENEMENTS POSTERIEURS A LA PERIODE DE REPORTING

A la date de présentation des états financiers consolidés, il n'y a pas eu d'évènements postérieurs au 30 juin 2018 susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière de Rexel.

### III. Rapport des commissaires aux comptes



**PricewaterhouseCoopers Audit**  
63 rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine

**KPMG Audit**  
Tour EQHO  
2, avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex

## **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle**

**(Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2018)**

### **Rexel S.A.**

13, boulevard du Fort de Vaux  
CS 60002  
75838 Paris Cedex 17

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Rexel S.A., relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### **I - Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.2.1 « Changements de méthode - amendements des normes IFRS » de l'annexe des comptes semestriels consolidés résumés qui expose l'application au 1<sup>er</sup> janvier 2018 des normes IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » et IFRS 9 « Instruments financiers ».

## II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 30 juillet 2018

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit  
*Département de KPMG S.A.*

Pierre Clavié

Amélie Wattel

Valérie Besson

Jean-Marc Discours

## IV. Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris,

Le 30 juillet 2018

**Patrick Bérard**  
Directeur Général